

Textes de références du Mouvement

1- Notre orientation politique

**2- Notre travail d'élaboration programmatique pour
un projet émancipateur**

**3- Construire une nouvelle force politique pour
l'émancipation**

Texte 1

Notre orientation politique

1.1) Une crise, des crises : menaces sur la civilisation humaine.

La montée en puissance des périls qui menacent la société monde se manifeste par les multiples crises économiques, sociales, écologiques, démocratiques, étroitement imbriquées. Nous sommes dans une ère de grands bouleversements, de réorganisations globales du système économique et des relations internationales, de reclassements politiques fondamentaux. Cette crise confronte l'humanité à d'authentiques enjeux de civilisation, la combinaison de multiples crises prenant racine dans des causes et échelles historiques différentes.

Ainsi la crise économique et financière actuelle résulte du dérèglement de la mondialisation néo-libérale telle qu'elle s'est peu à peu imposée comme modèle dans le bloc capitaliste occidental (circulation totalement libre des capitaux, mise en marchandise de toute la vie sociale, états mis en concurrence, apparition de formes proto-étatiques multinationales telles que l'Europe, détruisant les formes historiques d'« Etat social », au lieu de favoriser la bonne échelle de réponse à des questions mondiales telles que la crise écologique...) depuis le milieu des années 1970, en réaction à la phase expansive épuisée de l'après-guerre.

La domination impérialiste de quelques États et la domination économique des multinationales s'enchevêtrent. Des conflits armés ensanglantent bien des pays ou sous-continentaux. Les activités criminelles recyclent des sommes colossales dans le système financier par la porte dorée des paradis fiscaux. Les droits démocratiques et libertés publiques sont limités y compris en Europe. Les formes les plus brutales d'exploitation, salariée, domestique, et sexuelle se maintiennent voire se développent à l'encontre des femmes même si, ponctuellement, leur situation a pu s'améliorer du fait de l'accès massif au salariat. Nombreux sont celles et ceux qui sont contraints à l'exil pour fuir la misère. Le développement des préjugés xénophobes face aux migrant-es est puissamment alimenté par des discours racistes et des politiques discriminatoires généralisées.

Une nouvelle fois, l'alternative « socialisme ou barbarie » est d'actualité.

La crise écologique, à la fois multidimensionnelle et globale, résulte directement de la dynamique destructrice du capital déchaîné, et d'une accélération sans précédent du productivisme, nécessaire au capital pour trouver des débouchés à son infinie et continuelle « production de marchandises ». Le vingtième siècle tout entier, et surtout sa deuxième

moitié, ont été le théâtre du développement de fulgurants moyens énergétiques, de pillage des ressources naturelles, de destruction des écosystèmes humains/nature, de fabrication de capacités destructrices immenses simultanément à la course technologique dont les promesses, positives ou négatives, sont profondément contradictoires. Cette crise écologique plonge aussi son origine ancienne dans des rapports humanité/nature bien spécifiques à la civilisation occidentale et marqués par la domination. Les classes dominantes se montrent incapables de prendre les mesures qui permettraient d'enrayer le changement climatique, l'effondrement de la biodiversité, l'acidification des océans, l'érosion des sols, ou encore la pollution chimique généralisée, ainsi que la crise alimentaire, la crise du modèle productiviste agricole, l'artificialisation croissante des sols, l'extractivisme, les pollutions etc...

La crise est également une crise démocratique profonde dans les pays occidentaux, exprimée à travers une abstention électorale grandissante et un rejet massif du système politique, synonyme de professionnalisation et de carriérisme, de cynisme, de domination des oligarchies, et de corruption à toutes les échelles résultant des liens de plus en plus étroits entre les bourgeoisies financières et les élites politiques et médiatiques.

Les classes dominantes accentuent la répression contre les mouvements sociaux et toutes les formes de contestation de l'ordre établi. Elles n'hésitent pas à désigner des boucs émissaires parmi les couches populaires les plus défavorisées pour détourner les résistances à la remise en cause des politiques sociales. Elles utilisent l'idéologie raciste, identitaire et xénophobe pour maintenir leur domination. Ultra-libéralisme économique et criminalisation des luttes populaires vont de pair, ainsi que le renforcement des pouvoirs régaliens des états en même temps que la dénonciation du tout-état pour les droits et les politiques publiques.

Pourtant, les moyens du développement humain, de l'épanouissement, de l'éducation, de l'accès à la culture, de la préservation et de la valorisation de la biodiversité n'ont jamais été aussi considérables. Mais ils servent à accroître le poids de la domination du capital et les champs où elle s'exerce. Les moyens de production et de communication sont accaparés et détournés par les plus riches, protégés par les systèmes technocratiques, policiers et militaires, quand ils devraient construire une citoyenneté mondiale. La propriété n'a jamais été aussi concentrée en quelques dizaines de milliers de mains

Textes de référence du mouvement

quand des milliards de femmes et d'hommes n'accèdent pas aux droits fondamentaux.

Enfin, la crise est géostratégique : la montée en puissance des pays dits « émergents » est pour les sociétés du Nord le début de la fin d'une hégémonie de cinq siècles, faite pour partie de pillage et de domination coloniale. L'hégémonie militaire états-unienne perdure malgré l'émergence d'un monde multipolaire. Mais le chamboulement des hiérarchies entre blocs d'Etats, résultant de l'effondrement de l'URSS, combinée avec la crise du projet d'émancipation humaine (du socialisme, du communisme, des visées progressistes, des espoirs portés par les révolutions anticoloniales, etc.) provoquent la résurgence de forces sociopolitiques ou idéologiques enfouies pendant des décennies : (nationalisme exacerbé, nouvelles guerres d'affrontements nationalistes ou prétendus « choc de civilisations », guerres asymétriques entre grandes puissances et « terrorisme », retour d'un intégrisme des toutes les religions, etc...)

Résistances sociales et révolutions

Sur l'ensemble des continents, les peuples se dressent et expriment leur aspiration à la justice et à l'égalité. Après l'Amérique latine, la révolution a resurgi dans le monde arabe, évinçant des dictatures parmi les plus emblématiques, et les exigences démocratiques et sociales qu'ils ont exprimées ont ébranlé toute la région. Ces révolutions ont montré que les peuples peuvent bousculer l'ordre existant, renverser le pouvoir, changer le cours de l'histoire.

Les forces de la contre-révolution n'ont pas tardé à réagir pour tenter de briser une dynamique redoutée par les oligarchies dominantes et les grandes puissances, mais elles sont loin d'être parvenues à leurs fins.

Sur l'ensemble du globe, dans des formes diverses, luttes sociales, grèves générales et mobilisations de rue se conjuguent avec des mouvements massifs de la société comme celui des « Indignés » pour contester un ordre où 99% des habitants de la planète subissent la tyrannie de 1% de possédants et de boursicoteurs. La trajectoire du mouvement altermondialiste, ainsi que les convergences de forces syndicales au niveau international, témoignent de la volonté de nombreuses fractions des mouvements sociaux de se coordonner et d'élaborer une plate-forme et des méthodes de luttes communes.

L'Europe est ainsi le théâtre d'un affrontement persistant entre les peuples et les élites dirigeantes. Le refus de l'austérité fait descendre des millions d'hommes et de femmes dans les rues. Les gouvernements parviennent à faire passer en force leurs politiques de destruction sociale et de régression démocratique, la finance réussit même parfois à mettre en place des équipes ne procédant pas d'une élection, mais leurs marges de manœuvre se réduisent à mesure que leur autorité s'affaiblit.

Mais le mouvement syndical, le mouvement écologiste ou encore les forces de la gauche peinent à organiser la résistance face à une bourgeoisie coalisée malgré ses divisions. Les tentatives de coordination de certaines luttes syndicales à l'échelle européenne restent très difficiles ou limitées dans leurs effets. Une dissymétrie énorme se maintient entre la centralisation du pouvoir capitaliste et celle du mouvement de

résistance, dans la capacité à transnationaliser l'élaboration des programmes d'action, et à les populariser dans les espaces nationaux. Il manque aussi à ces batailles prometteuses une perspective politique internationale à même de faire surgir un espoir et de permettre aux mouvements populaires d'arracher des victoires.

La crise de la gauche et du projet d'émancipation

Les mouvements d'émancipation traversent une période difficile. La fusion opérée à la fin du 19ème siècle entre le mouvement réel des luttes de classe et les idées socialistes et communistes a été désarticulée par 40 ans de contre-révolution néo-libérale, de destruction des collectifs de travail, de recul de la conscience de classe, entraînant des régressions sociales, politiques et idéologiques.

L'histoire des luttes populaires n'est pas, pour autant, une simple succession de défaites. Il faut se garder de toute lecture fataliste : de nouvelles formes de résistance et de subversion, avec la force qui s'en dégage, surgissent ou surgiront et nous devons y être attentifs afin d'y jouer un rôle actif.

Le meilleur programme du monde ne sera rien sans luttes et expériences fondatrices. Mais ces dernières ne surgissent pas du néant : elles mûrissent et s'épanouissent au travers de la multitude des débats et combats qui peu à peu dessinent le possible. Nous ne partons pas de rien, mais cependant nous sommes loin d'avoir toutes les réponses. Il s'agit tout d'abord de montrer que nous sommes capables de répondre aux grands enjeux auxquels l'humanité est confrontée face à la multitude des crises qui l'accablent.

C'est la possibilité même d'une alternative socialiste au système capitaliste qu'il s'agit de reconstruire. Les luttes ont besoin d'un horizon politique qui aujourd'hui a reculé à une échelle de masse, notamment en Europe.

L'ancien projet socialiste doit donc être remanié pour être à la hauteur des questions posées, particulièrement par l'échec des économies administrées et bureaucratisées, mais aussi par celles que la crise écologique globale a fait surgir et dont les conséquences menacent la possibilité même de construction d'une autre société, libre et fraternelle.

Cet objectif implique un remaniement profond des anciens cadres de pensée et d'organisation. Cela demande aussi d'être attentif et disponible aux nouvelles formes de contestation et d'organisation qui peuvent émerger, et d'intégrer les dimensions sociales, écologiques et démocratiques dans un même projet de lutte des classes émancipateur trouvant des déclinaisons concrètes.

Nous sommes donc dans une période de recomposition politique et de reconstruction d'une nouvelle perspective d'émancipation, après les ravages du stalinisme et du réformisme social-démocrate. Cela suppose de faire la synthèse du meilleur des différentes traditions du mouvement ouvrier, communiste, socialiste, écologiste, républicain, les apports issus des luttes sociales et politiques, des mouvements féministes et pour l'égalité des droits, et de l'ensemble des progrès sociaux et culturels qui ont émergé.

1.2) Éléments sur la situation française

L'expérience politique des alternances : depuis une trentaine d'année, plusieurs formes de gouvernements ont alterné, dominés par la droite ou par le parti majoritaire à gauche, le PS. Le grand espoir suscité par 1981, avec des acquis limités mais réels, s'est évanoui deux ans plus tard avec le choix de l'austérité déjà à l'époque imposée par l'Europe capitaliste et l'acceptation des règles du marché mondial. Un nouvel espoir est né en 1997 avec la «gauche plurielle», résultat de la mobilisation sociale de 1995 et des années précédentes, porteuse d'exigences sur les services publics, la protection sociale, la lutte contre le chômage. Là encore, après quelques décisions emblématiques (35h sabotées par le patronat faute d'une loi contraignante), le gouvernement plongera dans l'accompagnement libéral (privatisations à outrance).

Malgré ces échecs, la direction du PS a au contraire évolué clairement dans l'accompagnement du capitalisme : campagne avec la droite pour le traité constitutionnel de 2005, horizon capitaliste accepté comme non dépassable, refus de l'ancrage de classe du projet politique (Terra Nova). C'est le social-libéralisme : un pari de compromis avec le capitalisme (transformé en gestion pure et simple au gouvernement), tempéré dans un donnant-donnant avec certaines directions syndicales, autour de contre-réformes. Depuis l'élection de Hollande, la dérive est encore accentuée, tandis que l'équipe au pouvoir piétine les repères du « peuple de gauche », du TSCG à la réforme des retraites en passant par l'ANI et la politique anti-roms, ou anti-immigrés.

L'évolution du PS a coïncidé (années 1980) avec son hégémonie sur l'ensemble de la gauche comme force d'alternance face à la droite. C'est une logique de mutation en Parti démocrate (ou du centre) qui est à l'œuvre. Mais celle-ci est contrecarrée par les éléments de fidélité au passé socialiste, et par la radicalité maintenue dans la société qui se manifeste dans les grandes mobilisations sociales périodiques. De ce fait le PS se trouve confronté à une contradiction forte : sa politique génère une distanciation croissante avec les classes populaires, alors que le vote de ces dernières reste un élément déterminant de sa force électorale pour accéder aux responsabilités.

La droite veut gouverner par elle-même: le constat de la dérive du PS n'efface pas, même s'il le modifie, une autre donnée de la vie politique : la bourgeoisie reste indéfectiblement attachée à des modes de gouvernement directs de son propre personnel politique. La présidence Sarkozy est allée le plus loin, la plus cohérente pour incarner les besoins du capitalisme de notre époque : chercher l'affrontement pour défaire les acquis sociaux des mobilisations, décourager le mouvement social et effacer mai 68 comme moment fondateur, tisser des liens avec l'électorat de la droite extrême pour anéantir la conscience de classe, rogner la laïcité, accroître les pouvoirs régaliens. Cette politique a été mise à mal par un sursaut populaire (2010) redonnant vie à un besoin d'alternative de gauche, déjà manifesté dans les élections intermédiaires (régionales). La fonctionnalité du PS, déjà maître des institutions locales

ou régionales, a repris du poids pour traduire une exaspération populaire en succès électoral et institutionnel. Il en est ainsi tant qu'une véritable alternative à cette puissance politico institutionnelle n'est pas apparue sur la scène politique. Une telle alternative peut naître ou prendre racine dans les mobilisations, mais elle ne peut se consolider ou se stabiliser nationalement que si elle s'incarne dans une force politique.

La polarisation droite gauche reste donc, en dépit des confusions et des reculs, une donnée structurante de la vie politique et demeure, même de manière très déformée, une réfraction de l'affrontement de classes. Se maintient en effet dans la durée une « polarisation », un potentiel de radicalité politique en France, qui puise ses racines jusque dans la Révolution française, potentiel que les néo-conservateurs et le patronat veulent précisément détruire. Y renoncer (par exemple parce que des personnes votent Front de gauche sans adhérer aux repères droite/gauche) serait prendre le risque de reculer encore plus quant à la nécessaire reconstitution d'une conscience politique plus acérée.

Ce n'est pas d'abord par adhésion au programme du PS que le peuple de gauche vote pour lui (ou s'en détourne), car l'expérience catastrophique des alternances est maintenant partagée par une fraction importante de la population. Cette lucidité populaire ouvre un espace pour une nouvelle donne politique, pour peu que le rassemblement se construise nationalement autour d'une gauche crédible et attractive.

Le défi pour la gauche de transformation sociale est donc d'échapper à l'alternative mortelle entre soumission au PS par réalisme, ou la dénonciation impuissante. Il convient de rompre avec l'illusion que l'hégémonie du PS serait le produit de sa politique, et non de la place qu'il occupe dans le système de pouvoir.

L'alternative possible : En 2012, à la différence de 2007, le peuple de gauche s'est remobilisé pour en finir avec Sarkozy et parce que Hollande a été contraint, pour gagner, de retrouver ponctuellement des accents de gauche qu'il n'avait pas anticipé (contre la finance, pour la justice sociale, pour renégocier le traité Merkozy), et parce qu'à sa gauche, le Front de gauche incarnait une polarisation efficace précisément sur ces questions, avec la claire volonté de battre la droite.

Au pouvoir, Hollande s'est très vite recadré sur le fond de son projet propre : accepter les diktats de la troïka, cajoler le patronat (compétitivité) en espérant que celui-ci accompagnerait une relance. Mais la crise Cahuzac révèle que derrière l'acceptation des règles néolibérales, toutes les dérives sont possibles. Dès lors, il ne reste plus rien pour stabiliser le pouvoir.

La remobilisation populaire et majoritaire à gauche en 2012 est restée fragile. La politique du gouvernement et les déceptions qu'elle provoque peuvent avoir pour effet d'ouvrir une brèche béante au FN. Face à ce danger il y a urgence pour que des mobilisations populaires inversent la tendance, et pour que la gauche

de transformation soit en capacité de consolider la conscience à gauche qu'une alternative est possible. Ayant été une composante indispensable de la majorité populaire qui a chassé Sarkozy et la droite, le Front de

gauche est légitime pour engager une bataille pour ravir l'hégémonie du PS en s'adressant à toute la gauche, pour tendre la main aux secteurs critiques, organisés ou non, et préparer les conditions d'une relève majoritaire.

1.3) Le Front de Gauche, pour changer les rapports de force et gouverner à gauche pour rompre avec l'austérité.

Le Front de Gauche a franchi une étape en en 2012. La campagne présidentielle a permis d'entrevoir la possibilité d'une jonction entre des solutions politiques à gauche et les mobilisations populaires (résultats électoraux, rassemblements massifs de la Bastille, du Prado, présence de secteurs en lutte. Les législatives ont été plus difficiles, dominées par la logique institutionnelle qui réduit l'enjeu à donner une majorité au président élu et à écarter la droite. Il n'était pas encore possible, dès ce moment-là, de rendre crédible une alternative à la politique proposée par le PS.

Mais le fait politique principal, c'est l'installation, par le Front de Gauche, d'une autre perspective à gauche. Des répliques de la force affirmée dans sa campagne du premier tour ont eu lieu : dès septembre 2012 avec la manifestation contre la ratification du traité européen, en 2013 avec la campagne « une alternative à l'austérité, c'est possible ! » et la marche du 5 mai. Ces exemples indiquent une voie d'action et de propositions en dehors échéances électorales et nourrissant celles-ci.

Mais cela ne saurait suffire. Le Front de Gauche doit viser à faire prévaloir, au sein d'une gauche traversée par deux orientations inconciliables, une autre politique que celle mise en œuvre par le gouvernement et la direction du Parti socialiste. C'est une réorganisation et une recomposition d'ensemble de la gauche que nous visons, autour d'une ligne de partage entre adaptation aux logiques libérales et volonté de rompre avec elles, un débat qui traverse l'ensemble de la gauche et du mouvement social

Un Front de gauche indépendant

Le choix du Front de Gauche de ne pas participer au gouvernement Ayrault a été une décision importante. Le Front de Gauche se considère comme partie prenante de la dynamique populaire majoritaire qui a chassé la droite et N. Sarkozy, mais il est indépendant de la majorité présidentielle et gouvernementale qui met en œuvre les 60 propositions de François Hollande. Pour la première fois sous un gouvernement de gauche, il existe à gauche une force politique rassemblée, unitaire, autonome et indépendante, disponible pour porter les exigences populaires et résister aux pressions du Medef et des marchés. Une force déterminée à rassembler des majorités à gauche, dans le mouvement social, au Parlement, autour de propositions de lois actant de nouvelles avancées pour le mouvement populaire. Dans la phase actuelle de perte massive de légitimité du gouvernement Hollande-Ayrault, il est de plus en plus urgent que le Front de gauche prenne des initiatives pour

imposer à gauche une véritable alternative politique majoritaire, en opposition à celle du gouvernement.

Rendre crédible la perspective d'une autre majorité et d'un autre gouvernement à gauche

Le Front de Gauche doit inscrire ces batailles immédiates dans la construction indispensable d'une politique alternative à l'austérité, celle que devrait mettre en œuvre une majorité et un gouvernement vraiment à gauche. Le Front de Gauche doit être candidat à une majorité et à un gouvernement anti-austérité, rompant avec les logiques libérales et productivistes, pour contrôler le système financier, étendre les pouvoirs, les droits et la démocratie pour les salariés et le peuple.

Pour cela, le Front de Gauche doit agir pour changer les rapports de force au sein de la gauche, pour créer les conditions qui rendent possible l'émergence d'une autre majorité et d'un autre gouvernement. Tout est à faire pour engager un vrai changement, et ne pas laisser la place à la démobilitation et à l'abstention favorisant un retour d'une droite flanquée d'une extrême droite candidate au pouvoir. Il faut donc travailler à dresser les contours de ce que pourrait être cette nouvelle majorité au sein de la gauche et dans le mouvement social. Un gouvernement issu de cette majorité s'appuierait en permanence sur de puissantes dynamiques populaires, indispensables à la transformation immédiate des conditions de vie du plus grand nombre. Cette perspective d'un gouvernement de rupture avec l'ordre libéral devra s'affirmer en convergence avec des projets similaires dans d'autres pays, notamment en Europe, pour engager de nouvelles conquêtes collectives.

Le Front de Gauche doit chercher à engager la constitution de rassemblements les plus larges possible, temporaires ou permanents, sur la base d'objectifs limités mais rassembleurs, avec les organisations syndicales et associations, avec la volonté de regrouper tous ceux qui à gauche, et au-delà du Front de Gauche, du côté du PS ou d'EELV, ou de l'extrême gauche, sont prêts à agir. Le Front de Gauche jouera pleinement son rôle s'il est capable de convaincre autour des mesures alternatives qu'il défend dans un va et vient entre ces résistances et le terrain législatif et politique.

Le Front de Gauche se doit également d'être une force de proposition pour engager le débat en direction de l'ensemble de la gauche afin de construire les bases d'une alternative politique au social-libéralisme, sur ce que devrait être le programme d'un gouvernement et d'une majorité qui se confronterait au patronat et à la finance et refuserait les politiques d'austérité. Les assises du 16 juin 2013 constituent une première étape en ce sens. Cette démarche doit se déployer dans les quartiers

Textes de référence du mouvement

et les lieux de travail pour favoriser le rassemblement des énergies militantes et permettre à une véritable dynamique populaire de prendre corps. Cela pourrait se développer à travers un processus de rencontres co-organisées à l'échelle nationale et locale avec toutes les forces de gauche, écologistes et du mouvement social, qui partagent ces objectifs.

Agir par des campagnes politiques régulières

Le Front de Gauche n'est certes pas à lui seul la représentation politique des radicalités et du mouvement social. Bien au contraire, il doit défendre une conception qui refuse l'établissement de rapports de subordination du mouvement social, syndical, associatif, derrière toute force politique qui se prétendrait le «débouché» ou «l'avant-garde». Les mouvements sociaux sont aussi producteurs de propositions et de réponses politiques, et doivent rester maître d'oeuvre dans l'organisation directe de l'action sociale, sans être sommés de se rallier aux initiatives des forces politiques.

Avec cette orientation, les campagnes engagées doivent être prolongées:

- **Contre l'austérité** : refuser les contraintes fixées par l'Union européenne pour généraliser l'austérité, en luttant pour désobéir aux injonctions de la Troïka (UE, FMI, BM) qui veut empêcher tout écart à l'orthodoxie libérale. Une campagne qui trouvera son prolongement, en France et en Europe, aux élections européennes.

- **Pour l'emploi** : faire la loi pour empêcher la vague de licenciements et la montée du chômage orchestrée par le MEDEF : loi d'interdiction des licenciements dans les entreprises qui versent des dividendes à leurs actionnaires, préemption sur les entreprises pour la reprise d'activités viables, droits des salariés pour s'opposer aux plans « sociaux », droit de reprise par des coopératives ouvrières pour conserver les emplois, les activités, les projets sociaux et écologiques, relance d'une campagne forte pour une réduction massive du temps de travail...

- **Pour l'appropriation sociale et démocratique** : soutien aux exigences des syndicats et des salariés qui demandent un contrôle public ou une nationalisation de leur entreprise. En soutenant la convergence des luttes des salariés dans les entreprises menacées, le Front de Gauche cherchera à convaincre qu'il y a une alternative à l'impuissance affichée par le gouvernement.

- **Pour l'égalité des droits, contre toutes les discriminations et oppressions** :

* *Contre le racisme et la xénophobie* : pour le droit de vote des étrangers aux élections locales, le Front de Gauche devra mobiliser avec toute la gauche prête à ne pas reculer, pour gagner cette extension des droits promise par le candidat François Hollande ; refuser les reculs du ministère de l'intérieur qui se met dans les pas de ses prédécesseurs sur les contrôles au faciès ou les expulsions de Roms...

* *Pour l'égalité femmes/hommes* : défendre la proportionnelle intégrale et la parité à toutes les élections, porter une loi anti-sexiste afin de condamner les discriminations et insultes à caractère sexiste, une loi-cadre et des campagnes nationales contre les violences faites aux femmes, promouvoir une culture de l'égalité à l'école, favoriser la mixité des métiers, combattre le

temps partiel subi, introduire des sanctions pour non-respect de l'égalité salariale femmes/hommes, remettre à l'ordre du jour la réduction du temps de travail, créer un service public de la petite enfance, porter une réforme des retraites qui compense les inégalités, garantir l'effectivité et la gratuité du droit à la contraception et à l'IVG ;

* *Contre l'homophobie* et pour l'égalité des droits d'alliance et reproductifs quelles que soient les orientations sexuelles, pour le mariage pour toutes et tous, pour faire reconnaître les droits du second parent quel que soit le couple, pour créer un statut pour reconnaître les droits des tiers dans les familles (homoparentales comme hétéroparentales recomposées) ;

- **Briser la dictature de la finance**, prendre des mesures législatives pour un secteur public bancaire et un contrôle public sur les banques, pour s'émanciper des marchés financiers, pour que la BCE prête directement aux Etats. Exiger à la fois un audit de la dette et un moratoire conduisant au non-paiement des intérêts des dettes indues ;

- **Engager la transition écologique**, réorienter dès maintenant l'investissement public et l'emploi vers des solutions écologiques dans les énergies renouvelables, les transports, le logement, l'eau. Revenir à une maîtrise à 100 % publique des entreprises du secteur de l'énergie. Engager un débat démocratique national sur la transition énergétique, et organiser un référendum sur la sortie du nucléaire. Refuser les OGM et l'exploitation des gaz de schistes. Etablir un programme écologique global d'économies d'énergie, la relocalisation d'activités économiques, une agriculture paysanne, le développement d'une agriculture biologique accessible à toutes et tous.

Nous voulons et pouvons gagner, sans attendre, plusieurs avancées sur la base de campagnes de ce type appuyées sur les mobilisations sociales. Les campagnes et actions du Front de Gauche seront des points d'appuis pour illustrer et construire cette alternative de gouvernement, changer les rapports de force au sein du mouvement populaire et gagner l'hégémonie sur une telle orientation à gauche.

Construire une perspective de Front de gauche au niveau européen

La crise du capitalisme, celle de la construction ultra-libérale de l'Union européenne, les solutions catastrophiques engagées par la Troïka, les dérives des gouvernements sociaux libéraux acceptant de gérer ces plans d'austérité, ont provoqué de puissants mouvements sociaux de résistance, et redonné de l'espace et de la force aux gauches antilibérales européennes, plus crédibles, porteuses d'ambitions plus affirmées. On l'a vu plus en Grèce, en Espagne, au Portugal, la combinaison de mouvements sociaux importants et de coalitions de gauche liées à ces mouvements permet des progrès politiques notables dans la prise de conscience qu'une autre politique est possible en Europe.

Les élections européennes en 2014 seront l'occasion d'affirmer dans plusieurs pays, dans une même campagne, une même gauche de transformation sociale, défendant des solutions politiques communes, (banque publique, refus du Traité, alignement vers le haut des législations sociales et fiscales, démocratie européenne...). En lien avec le Parti de la gauche

Textes de référence du mouvement

européenne, nous pourrions ainsi faire apparaître une coalition de ces gauches européennes, car n'y aura pas d'alternative à la crise si elle pensée uniquement à l'échelle d'un seul pays.

Approfondir la stratégie du Front de Gauche

Tout en conservant la démarche du consensus, laissant en débat ce qui n'est pas encore collectif, il est nécessaire d'engager dans tous les lieux militants du Front de Gauche une démarche d'enrichissement de son programme : la question de l'appropriation sociale, les nouveaux droits pour les salariés à la reprise de leurs entreprises, ou encore l'approfondissement du débat sur la transition écologique.

Pour avancer, l'essentiel est de reconnaître que nous cherchons à élaborer un programme basé sur une perspective d'action et de transformation, la diversité des cultures politiques servant la dynamique de l'ensemble.

Le nouveau texte stratégique adopté début 2013 par le Front de Gauche, représente une avancée collective dans la redéfinition de nos propositions, de l'issue politique gouvernementale pour sortir de la crise, de nos rapports aux autres forces de la gauche. Il doit permettre d'avancer vers un véritable Front politique, social et populaire, qui s'appuie sur les mobilisations sociales, seul à même d'assumer la confrontation nécessaire avec les classes dominantes, dans les luttes et dans les urnes.

Le Front de Gauche, un rassemblement ouvert, rassemblant des organisations et permettant l'engagement individuel, pour créer une dynamique citoyenne

Quelles que soient les limites de sa construction initiale, le Front de Gauche est aujourd'hui un cadre politique incontournable. Il s'agit désormais de faire force politique ensemble pour gagner la majorité à gauche, pour cela, l'élargissement du Front doit être recherché en permanence.

Le processus de rassemblement ne doit jamais être figé. Toutes les forces d'une gauche de transformation ne se trouvent pas encore dans le Front de Gauche, elles existent au sein d'EELV et du PS, et dans l'extrême gauche parmi de nombreux militants de ces partis, dans les associations, les syndicats, les quartiers populaires. Les courants et organisations qui s'inscrivent dans la gauche de transformation doivent pouvoir y prendre place dans le Front de gauche s'ils le souhaitent.

Mais le Front de Gauche doit aller au-delà du rassemblement des seuls partis politiques, et permettre aux acteurs engagés dans les mouvements sociaux de trouver une place pour traduire leurs combats quotidiens sur le terrain politique. Il doit être aussi un lieu de

rassemblement populaire, pour combattre la résignation et le repli sur soi, pour réduire la coupure entre les milieux populaires et les formes actuelles d'action politique. Un de ses objectifs doit être de devenir un lieu de solidarité permettant aux jeunes et aux salariés de s'organiser pour défendre leurs aspirations et reconstituer une conscience et une culture politique.

Le Front de Gauche, après avoir adopté un texte sur son « fonctionnement et développement », peut franchir une nouvelle étape en partant de deux constats :

- La volonté de certains partis de se maintenir comme organisations spécifiques, avec la souveraineté sur leurs décisions ;
- Le constat que beaucoup de citoyen-ne-s engagé-e-s avec le Front de Gauche ne souhaitent pas adhérer à une organisation politique tout en voulant être pleinement acteur/trice de la vie du rassemblement politique.

Il faut maintenant engager et expérimenter des formes de participation citoyenne collectives. Sous des dénominations diverses, des « assemblées citoyennes » se pérennisent, des « collectifs citoyens » se construisent, des « comités populaires » se développent. Parfois ils se créent en association locale du Front de Gauche, à laquelle on peut adhérer et être partie prenante des discussions et décisions d'action.

C'est la condition essentielle pour que le Front de Gauche se transforme, pour qu'il soit à la hauteur de ses responsabilités. Cela ne signifie ni la dislocation des composantes dans un nouveau « parti », ni qu'il faille être d'accord sur tout, ni que des initiatives propres à telle ou telle organisation soient impossibles. En sens inverse, aucune des personnes ne se reconnaissant pas dans une organisation ne doit avoir le sentiment qu'elle est le jouet de structures bien rodées.

Dès lors, il peut être composé, à égalité de dignité, d'organisations constituées (partis et mouvements) et de structures localisées (assemblées citoyennes ou autres) où des personnes ont la possibilité d'adhérer directement.

Plus précisément, il s'agit de mettre en oeuvre ce qui a fait accord entre tous :

- Un Conseil National et une coordination hebdomadaire élargis à de nouvelles personnalités issues du mouvement social et non membres de partis ;
- des « Fronts thématiques » pour donner au Front de Gauche les moyens d'intervenir dans tous secteurs de la vie politique et sociale.
- des moyens de communication collectifs (site internet géré collectivement, publication régulière) en appui aux collectifs locaux ;
 - des réunions nationales, sous la forme de « convention » ou d'« assises » rassemblant les divers espaces du Front de Gauche (Assemblées Citoyennes, Fronts Thématiques, Conseil et Coordination Nationale).

Texte 2

Notre travail d'élaboration programmatische pour un projet émancipateur

Des convictions programmatiques partagées ...

Des résistances contre l'exploitation et les oppressions, jusqu'à la lutte pour des gouvernements de rupture engageant la transformation sociale et écologique, est posée la nécessité de penser en positif un projet de société alternatif au capitalisme et au productivisme. Il y a urgence à refonder un tel projet. Malgré les blessures que portent les mots hérités du passé, nous avons besoin de refonder un nouveau projet émancipateur : reprenant le meilleur des utopies socialistes, communistes, écologistes, autogestionnaires, pour une société fondée sur les valeurs de la démocratie, de l'égalité, du féminisme, de l'autogestion

Un projet pour libérer toutes les potentialités de l'auto-émancipation et des aspirations à l'égalité, pour engager une appropriation sociale des moyens de production et d'échange, pour une autogestion la plus étendue et un contrôle sur l'outil de travail et sur le travail lui-même. Il devra revenir sur le bilan et les échecs des expériences passées, tant du stalinisme que de la social-démocratie, et des dégâts qu'ils ont provoqués. Cette élaboration stratégique devra être le fait d'un travail mené avec d'autres courants que les nôtres et qui sont engagés, avec nous, dans la construction d'une alternative à gauche. Et nous voulons également travailler à partir des contributions issues du mouvement social, syndical, altermondialiste, afin d'élaborer un projet d'émancipation sociale adapté aux coordonnées de la période.

Mais une formation politique commune se doit de donner à voir un projet de plus long terme, une culture politique d'émancipation, indispensable à la vie d'un tel mouvement politique qui, pour donner confiance dans son projet immédiat, a besoin de faire vivre l'espoir qu'« un autre monde est possible ». La question n'est donc pas de conclure ce débat, ou de résoudre les questions posées, comme autant de préalables avant d'engager la construction d'une organisation commune. Elle est de fixer comme objectif à notre formation commune d'être le lieu où cette élaboration est possible et engagée sérieusement. C'est d'autant plus impératif qu'elle rassemblera des courants aux histoires et références culturelles différentes, et pour que cette diversité soit une richesse évitant de tomber dans l'uniformité idéologique issue d'une même tradition militante, elle doit se donner ce débat comme objectif permanent.

Pour approfondir les perspectives d'une gauche de transformation sociale et écologique, nous ouvrons un débat autour des principales questions autour desquels nous voulons avancer.

2-1. Pour une Europe sociale, démocratique et écologique, affranchie des traités libéraux

Si, en 2012, par le moyen de dispositifs exceptionnels et d'un certain assouplissement des règles d'intervention de la Banque centrale européenne, les classes dirigeantes sont parvenues un temps à éloigner la menace de l'éclatement de la zone euro, la profonde instabilité de cette dernière demeure. Sous l'effet de la contraction de l'activité que provoquent les politiques d'austérité, l'ensemble de « l'euroland » est marqué par la récession.

La Grèce s'est vue littéralement saignée à blanc par les ajustements budgétaires, les privatisations et la liquidation des mécanismes de protection sociale que lui a imposés la « Troïka ». L'Espagne, le Portugal, l'Italie sont, à leur tour, menacés par les mêmes phénomènes de récession et de régression qui peuvent à tout moment les

conduire au chaos. L'asphyxie économique de nombreux pays, provoquée par les coupes budgétaires imposées par le nouveau traité européen, se conjugue au chômage de masse, qui conduit à l'explosion de la misère et de la précarité. Face à quoi les politiques d'austérité enclenchent une dynamique infernale : la contraction de l'activité engendre la diminution des recettes fiscales, approfondissant ainsi les déficits et la dette, ce qui place les États sous la menace permanente des offensives spéculatives des marchés financiers, laquelle appelle de nouveaux plans d'austérité qui ne feront qu'aggraver le mal auquel ils prétendent remédier...

Les fragilités du système bancaire peuvent, à n'importe quel moment, plonger la zone euro dans une nouvelle tourmente. Les « mécanismes de stabilité »

financiers imaginés par les dix-sept États membres, ne semblent pas en mesure de faire face à une conjoncture cataclysmique. Au fil des sommets, apparaît une divergence explosive entre deux Europe : celle emmenée par les classes dirigeantes allemandes, qui a jusqu'alors pleinement bénéficié du modèle économique et social imposé à l'ensemble de la zone euro, et à toute l'Union européenne ; et celle des pays du Sud dont les gouvernements ont de plus en plus de difficulté à assumer la doxa austéritaire, n'ayant plus les moyens, sur fond de récessions longues et de chômage de masse, de faire accepter aux peuples des logiques de sacrifices sociaux sans fin.

En Europe, les classes dirigeantes veulent en finir avec les acquis populaires

Au regard du reste du monde, les conquêtes sociales et démocratiques issues des luttes du mouvement ouvrier en Europe demeurent encore fortes. Pourtant, elles apparaissent aux yeux des classes dominantes du continent comme une anomalie à éradiquer. Dans le contexte du grand remaniement mondial engagé avec l'émergence de nouvelles puissances capitalistes dans les autres continents, les bourgeoisies européennes utilisent les institutions de l'UE dans un processus de destruction méthodique des acquis économiques, sociaux et démocratiques. La troïka BCE/FMI/Commission européenne, avec l'appui de gouvernements de droite, sociaux libéraux ou autoritaires, impose dans toute l'Europe une austérité d'airain afin de restaurer les taux de profits et faire payer le coût de la nouvelle phase de la crise économique ouverte en 2008 aux salarié-es et aux pauvres

La crise est l'occasion d'une vaste attaque concertée contre les droits des travailleurs/euses selon des modalités proches dans tous les pays européens.

La France est un lieu emblématique de ce combat entre classes. Ces dernières décennies les classes dominantes ont infligé une accumulation de défaites partielles aux classes populaires sans pour autant parvenir à imposer une défaite majeure et durable, qui demeure son objectif.

Mais pas plus qu'hier face à la mondialisation du capital, la réponse à une crise globalisée ne proviendra du seul cadre des nations. L'Europe peut être un cadre pertinent pour affronter les défis colossaux du moment. À condition qu'elle rompe résolument avec une construction qui discrédite, dans la conscience des peuples, l'idée européenne elle-même.

Nous devons œuvrer à définir les contours d'une construction européenne démocratique, écologique et solidaire, une alternative de gauche assumant une rupture avec la construction libérale de l'Union européenne sans accepter les replis nationalistes. basée au niveau national comme au niveau européen sur le respect de la souveraineté populaire.

Pour une Union Européenne qui soit au service des peuples et non de la finance.

Nous avons besoin d'une Europe qui s'émancipe des traités synonymes de destruction des droits sociaux et de régression démocratique, à commencer par le traité de Lisbonne. D'un bouclier social, qui protège le monde du

travail des effets de la crise. D'une Europe de l'interdiction des licenciements boursiers et des délocalisations, du Smic européen, du retour au service public. D'une Europe qui mette fin à l'indépendance de la Banque centrale, afin de disposer des moyens de réorienter l'économie. D'une Europe débarrassée des «paradis fiscaux». D'une Europe de l'harmonisation sociale et fiscale par le haut. D'une Europe dont la politique agricole commune prenne le parti de l'agriculture paysanne contre les multinationales de l'agroalimentaire. D'une Europe du respect et de l'extension des droits des femmes, D'une Europe de l'égalité des droits pour tous ses résidents, de la régularisation des sans-papiers. D'une Europe de la démocratie, celle des peuples décidant souverainement de la construction politique qu'ils veulent pour eux. D'une Europe de la paix et du co-développement, renonçant aux ingérences impérialistes et néocolonialistes, et qui sorte de l'Otan,

La transformation sociale, si elle peut s'amorcer à l'échelle d'un pays, ne peut s'envisager de façon durable et aller à son terme dans un seul pays sans s'appuyer sur une dynamique à l'échelle internationale. C'est particulièrement indispensable dans une Europe enfermée par le neo libéralisme dans une spirale d'austérité et de régression démocratique.

Nous situons notre combat dans le cadre d'une stratégie politique européenne, dans la construction d'un rapport de force de solidarité entre les peuples en Europe pour résister ensemble aux marchés et travailler à des alternatives politiques communes pour la refondation d'une Europe sociale, démocratique, écologique.

Un gouvernement de rupture avec le libéralisme, plutôt que d'opter pour une sortie de l'U.E. et de la zone Euro qui renverrait chaque peuple à lutter chacun dans son seul pays face aux mêmes logiques capitalistes, devrait travailler à la convergence de politiques de désobéissance vis-à-vis des traités européens et des choix de la Troïka. Une convergence de plusieurs gouvernements et de mouvements sociaux assumant une crise dans la construction européenne actuelle pour imposer sa réorientation est loin d'être utopique. Les mouvements des peuples sont bien là, ce sont les «indignés», les vagues de grève, les manifestations de masse, les dynamiques autogestionnaires, notamment en Grèce, en Espagne, au Portugal... Ce sont aussi les possibilités, comme on l'a entrevu en Grèce, d'accession d'une majorité de gauche sur une orientation de refus de la politique d'austérité de l'U.E.

En Grèce, le choix de Syriza, s'il arrivait au gouvernement, de mettre en place une politique pour sortir de la crise en s'émancipant des exigences austéritaires, quitte à entrer en conflit avec celle-ci, ne s'est pas accompagné d'une volonté de sortir de l'euro. Même s'il faut s'y préparer au cas où l'UE voulait et trouvait les moyens d'en exclure la Grèce, alors qu'aucune procédure n'existe pour cela, la politique de Syriza d'en appeler la désobéissance aux traités à une solidarité continentale des peuples et des gauches autour d'un refus de la dette, des diktats de la Troïka, porte l'espoir d'une dynamique contagieuse pour une convergence anti-austéritaire. Le retour aux monnaies nationales et au protectionnisme, outre qu'ils aggraveraient la situation de crise du pays qui l'engagerait, accentuerait les divisions nationalistes entre

les peuples et les détournerait plus sûrement de la cause fondamentale de la crise : les politiques libérales, la domination des marchés, la propriété capitaliste. Un (ou plusieurs) gouvernement menant une politique de rupture avec le libéralisme, sans vouloir sortir de l'euro, ne devra pas pour autant reculer devant la possibilité qu'une majorité d'autres gouvernements européens, hostiles à ses choix de sortir de l'impasse austéritaire, provoquent un éclatement de la zone euro. Il devra alors maintenir une orientation monétaire et économique alternative aux choix libéraux et monétaristes, et envisager toutes les coopérations possibles pour une refondation européenne.

Il est d'autant plus urgent d'engager une convergence européenne vers le haut, vers l'avènement

d'une gauche européenne, vers la nécessité qu'un ou deux pays s'engagent ensemble et s'épaulent comme points d'appui pour provoquer la crise du modèle européen et y apporter des solutions de politiques alternatives.

Il n'y aura pas de refondation de l'Europe sans une révolution démocratique qui brise la dictature de la finance, qui redéfinit le projet européen en mettant la participation populaire au cœur de ce projet. A l'heure où les rivalités entre Etats s'exacerbent et sont menacés d'éclatement, la perspective d'une Assemblée Constituante européenne est une proposition que pourrait faire entendre avec force un gouvernement qui engagerait une politique de rupture avec le libéralisme.

2-2 L'écologie, au cœur de notre projet de société

Une crise écologique globale

Crise climatique, crise alimentaire, conflits pour le contrôle des matières premières et des terres rares, déplacements de populations : l'enjeu écologique est majeur. L'histoire de cette prise de conscience est jalonnée par les grandes catastrophes écologiques qui ont eu lieu, et dont Fukushima représente un nouveau moment fort.

L'être humain et la nature ne peuvent être dissociés. Il n'y a qu'un seul écosystème compatible avec la vie humaine. Cette idée fait son chemin dans les consciences, au fur et à mesure que s'étend la crise écologique, elle doit être au cœur de notre projet de transformation de la société.

Les dérives productivistes ont été développées par une organisation de la production guidée par le seul critère du profit capitaliste, aggravées dans le cadre de la globalisation du monde par l'impératif du libre-échange exacerbé, et imposées par des appareils d'Etat et une foule de technocrates formés à la même logique du système. La valeur d'échange y est centrale, quand nous voudrions que ce soit la valeur d'usage qui le soit. De leur côté, les systèmes étatiques qui prétendaient se revendiquer du "socialisme réellement existant" ont aussi entraîné des catastrophes écologiques.

Cette crise n'est pas la simple conséquence linéaire du développement industriel depuis le XIX^{ème} siècle. La critique écologiste nous rend également attentifs à des dimensions plus profondes de la crise. La «modernité», porteuse de liberté et d'émancipation, a vu certaines de ses dimensions se retourner contre l'humain et la nature, lesquelles ont réduit notre appréhension du monde à sa seule dimension mécaniste et quantifiable. Le quantitatif a trop souvent pris le dessus sur le qualitatif, les biens sur les liens, l'utile sur le beau etc. L'économie s'est dé-encadrée du social et du culturel. L'histoire du XX^e siècle et les mouvements sociaux du Sud nous invitent à interroger les idéologies et les modes de pensée et de vie qui ont accompagné l'expansion du mode de production marchand que l'Europe a imposé au monde.

La généralisation massive de l'utilisation du pétrole, le développement gigantesque de l'automobile, le développement de l'industrie chimique et la généralisation de sa pénétration dans tous les secteurs

d'activité, et en particulier dans l'agriculture avec les engrais et les pesticides, sont autant de traits du productivisme. La liste des menaces écologiques est longue : basculement climatique d'ampleur inégalé dans sa rapidité et sa brutalité, rareté de l'eau potable, pollution de l'air, des sols, destruction des forêts, désertification, menaces sur la biodiversité, nanotechnologies, manipulation et marchandisation du vivant, pauvreté chronique et faim dans de vastes régions du monde, catastrophes industrielles, épuisement progressif de l'énergie fossile, risque nucléaire... Si rien n'est fait pour endiguer ces menaces, c'est alors la possibilité même de construction d'une autre société, libre et fraternelle, voire à terme de l'existence de toute société humaine à l'échelle planétaire, qui est en cause. Les changements nécessaires sont aussi bien des conversions des structures (des techniques de production, de l'économie, de la ville, etc), que des modes de vie et des valeurs.

Articuler les dimensions sociales et écologiques

Dans ce contexte, le mouvement de lutte pour l'émancipation subit encore les contradictions entre des convictions qui ont marqué le mouvement ouvrier, selon lesquelles le progrès des sciences et des techniques pour peu qu'il soit encadré et régulé permettrait de contrôler les dégâts causés par l'activité humaine à notre environnement, et les fondamentaux d'un mouvement écologiste qui s'est largement construit en extériorité, voire en hostilité, vis-à-vis d'un mouvement ouvrier traditionnel, dominé par cette vision productiviste, mouvement écologiste n'assumant pas spontanément la portée anticapitaliste de son combat. Il y a nécessité d'analyser ces contradictions et critiquer ce qu'ont été les visions socialistes du monde sur ces questions. Il faut par exemple intégrer la dynamique pour une part négative du développement capitaliste, laquelle conduit à l'inversion de forces productives en forces destructrices, par la guerre, et par le saccage de la nature.

Contre une vision réductrice de ces contradictions, réduites à celle qui oppose forces productives et rapports de production, il convient d'intégrer celle entre les forces

productives sociales et la nature, et donc avec la prise en compte de toutes les conditions de production : les travailleurs, l'espace urbain, la nature...

Le choix d'une nouvelle appellation ne suffirait pas à régler les contradictions qui émergent de la rencontre de l'écologie et du socialisme. Dans le souci de construire le regroupement de nos organisations, de respecter la diversité des références qui nous animent, sans formuler maintenant de choix terminologique, nous considérons que cette tentative est positive, car elle rend visible notre intention de combiner les deux dimensions dans la critique du système et dans les alternatives avancées, marquent clairement le terrain politique qui nous est commun, pour un nouveau projet de société qui porte haut des revendications radicales en matière sociale, écologique et démocratique, avec l'objectif de construire un nouveau projet émancipateur dans lequel les êtres humains décident des affaires qui les concernent dans un nouveau rapport à la nature.

Notre écologie est populaire, elle prend en compte le fait que ce sont les populations les plus précaires, en France et de par le monde, qui font d'abord les frais de la crise écologique (réfugiés climatiques, précarité énergétique, malbouffe...). Les inégalités sociales profondes et qui s'aggravent discréditent les appels à la nécessaire économie des ressources. Nous refusons donc les logiques culpabilisantes qui habillent le capitalisme vert et défendons une écologie de la justice sociale. La seule façon de répondre durablement à la crise écologique est d'y apporter des réponses qui soient également justes socialement. Non seulement l'ampleur de la crise écologique implique de prendre en compte la dimension écologique dans la construction d'alternatives économiques et sociales mais cette prise en compte permettra de répondre aux questions brûlantes de l'emploi, des conditions de travail et de la santé.

Il nous faut construire un projet écologique et social pour l'ensemble de la société et de la planète et un ensemble d'objectifs articulant les dimensions sociale et écologique qui puissent être portés par le mouvement syndical, le mouvement écologiste et la gauche non productiviste.

La question clé est d'œuvrer à surmonter l'opposition souvent affirmée et instrumentalisée entre défense de l'emploi et exigence écologique. La transition écologique suppose de garantir aux travailleurs/euses leur rémunération dans le cadre d'un processus de maintien des collectifs de travail, sans que les contrats de travail soient rompus, donc sans licenciement. Ce dispositif doit être financé exclusivement sur les cotisations patronales et contrôlée par les organisations syndicales. Il constitue par ailleurs une réponse aux suppressions d'emplois massives dans les entreprises et secteurs en réelle difficulté économique du fait de la course à la compétitivité et aux gains de productivité.

Ceci implique de clairement énoncer la perspective d'une transformation écologique et sociale des grands secteurs de la production et des transports impliquant la conversion de toute une série d'activités, la suppression de certaines productions, mais aussi la création d'activités nouvelles fortement créatrices d'emplois et écologiquement soutenables. Cette perspective doit clairement s'appuyer sur la défense des droits des salariées et de leurs emplois, leur intervention active en lien avec les usagers dans les processus de conversion ainsi que sur la revendication d'une baisse générale du temps

de travail. Il est alors essentiel d'articuler revendications sociales et écologiques dans et hors de la sphère productive. Si les réflexions des courants de la décroissance et de l'objection de croissance suscitent des réactions diverses, nous souhaitons avoir ce débat avec ces sensibilités spécifiques.

Remettre en cause les bases du capitalisme et du productivisme

Plus généralement, les productions énergétiques, industrielles, agricoles, façonnées par et pour le capitalisme, doivent être complètement réorganisées, et une large relocalisation des activités engagée, impliquant une réduction des échanges de marchandises et la conquête de la souveraineté alimentaire sur tous les continents. Cela passe par une autre vision de l'aménagement du territoire tel qu'il a été mené depuis les années 1950 et une nouvelle façon de penser la ville. La satisfaction écologique des besoins sociaux qui doit guider l'organisation de l'économie conduisant à un autre mode de développement en rupture avec le productivisme n'est pas une question simple car elle doit aller de pair avec ce que les objecteurs de croissance appellent une « décolonisation de l'imaginaire » dominant, c'est à dire la lutte contre le consumérisme, consubstantiel au capitalisme, la déconstruction de l'aliénation par la marchandise, l'imaginaire de la résolution des problèmes par le fétiche de l'augmentation du PIB, une conception du bien-être réduite à l'accumulation de biens.

Nous devons mener une vraie bataille culturelle qui peut notamment passer par une éducation populaire à l'environnement, à la sobriété, au partage et à la gestion de biens communs. En ce sens, un certain nombre d'expérimentations (jardins partagés et solidaires, éco habitats auto gérés, coopératives ...) doivent être encouragées, en ce qu'elles permettent une éducation par l'action. Nous devons aussi (re)mettre des slogans et mots d'ordre au goût du jour, participer à des campagnes anti publicitaires, refuser l'obsolescence programmée... pour illustrer cette « décolonisation » et rompre avec le « je consomme donc je suis ».

Les politiques d'austérité ont aggravé la situation de la majorité de la population en effondrant la croissance, sans que cette « croissance zéro » ne résolve aucun des problèmes écologiques : au contraire, les capitalistes en profitent pour obtenir des concessions sur les politiques et les réglementations environnementales. Pour autant, il y a une dangereuse illusion à croire que le seul retour de la croissance dans l'économie telle qu'elle fonctionne résoudrait les problèmes : le partage de la plus-value au profit des actionnaires, la substitution du capital au travail dans une poursuite effrénée à la productivité, la précarisation du marché de l'emploi, la structure inégalitaire de la richesse font que la croissance ne saurait par elle-même répondre aux problèmes sociaux. L'indice PIB – qui ne mesure que la valeur d'échange et non la valeur d'usage et dont l'évolution correspond à ce qu'on appelle couramment croissance – ne dit rien en termes de développement, de progrès social et écologique : une pollution, le succès commercial d'un bien inutile, le gaspillage publicitaire..., font gagner des points de PIB quand l'arrêt d'une production polluante ou le passage d'un médicament dans le statut « générique » en font perdre. C'est pourquoi nous ne souscrivons pas à

des schémas de relance par une croissance productiviste destructrice et foncièrement inégalitaire, sans autre finalité que les profits de quelques uns. Quand nous luttons contre la récession économique, le chômage et l'austérité subis par les classes populaires, quand nous soutenons des mesures qui permettent aux salarié.e.s de reprendre confiance et pouvoir sur leurs vies par leurs luttes (interdiction des licenciements, embauches, augmentation de salaires...), nous mettons en oeuvre une autre logique, celle d'un développement humain, social et écologique, pas celle de l'accumulation de capital. Nous voulons une relance par la satisfaction des besoins sociaux, par la conversion écologique de l'outil de production, l'épanouissement des personnes et des sociétés dans le cadre des contraintes écologiques, dans une autre direction que celle du capitalisme qui envoie la nature et les humains dans le mur.

La transition écologique :

Que produire, où, comment et pour qui ?

On ne peut laisser aux capitalistes le choix de ce qui est produit et donc de ce qui est consommé, selon leur logique de développer tout ce qui augmente les profits plutôt que ce qui satisfait les besoins. Il est essentiel que le mouvement syndical s'empare de ce terrain et étende son action non seulement au partage des richesses produites mais aussi aux choix de production : que produit-on, comment, où et pour qui ? En outre, les méthodes de production capitalistes portent atteinte à la santé des travailleurs/euses et des paysan-nes, trop souvent usé-es et tué-es à la tâche, à celle des consommateurs et peuvent présenter des risques majeurs pour les populations, avec le nucléaire et les sites SEVESO. La défense du droit à la santé, passant entre autres par une politique de prévention, est donc porteuse d'une exigence de transformation radicale de l'organisation du travail et des modalités de production, au carrefour des revendications sociales et écologiques. Il s'agit aussi de donner un sens à l'acte de travail et de production, dans un système associant producteurs et usagerEs, et où l'utilité sociale et écologique des biens et services fait l'objet d'une définition et d'une reconnaissance collectives, ce qui implique des processus démocratiques de participation et d'intervention radicalement nouveaux.

Il en est de même de la question agricole : le passage à une agriculture paysanne agro-écologique conduirait à la création de centaines de milliers d'emplois dans le pays, tout en offrant une alternative aux dégâts écologiques et sociaux de l'agrobusiness. Cela suppose un bouleversement des politiques agricoles conduites en France et en Europe ces dernières décennies, des mécanismes de garantie des revenus liés au travail, la lutte contre l'artificialisation des sols, la priorité donnée à la qualité des produits, ainsi que de nouveaux rapports entre lieux de production et de consommation des denrées agricoles, notamment le développement de circuits courts associant paysans et consommateurs.

Notre objectif est de tendre à la souveraineté alimentaire et de développer des relations de solidarité internationale respectueuses des droits des peuples à l'autonomie et au développement écologique et social. L'agriculture intensive capitaliste conduit au gaspillage des ressources naturelles, appauvrit les terres et inonde

de ses produits les pays du Sud, le combat des paysanneries et des peuples de ces pays pour l'autosuffisance alimentaire doit être aussi le nôtre. Nous nous opposons ainsi à la ruée vers « l'or vert » : des dizaines de millions d'hectares achetées par les multinationales dans les pays du Sud pour produire des agro-carburants, au détriment des forêts, de la biodiversité, des terres agricoles, et qui provoque la paupérisation de millions de paysans, accentue la spéculation sur les denrées alimentaires et aggrave les crises alimentaires. Nous entendons et soutenons les voix des mouvements du Sud qui nous disent que les voies qu'ils veulent prendre pour leur nécessaire développement ne sont pas celles mortifères empruntées au Nord. Lutter et les soutenir contre le pillage des ressources et des matières premières est une des dimensions de notre combat contre l'impérialisme.

Planifier la transition énergétique

Le défi climatique ne laisse aucun doute. Les émissions de gaz à effet de serre doivent diminuer de 50 à 85% globalement, et de 80 à 95% dans les pays développés, d'ici 2050. En même temps, après Tchernobyl et Fukushima, nous savons que s'accroît le risque d'accidents nucléaires aux effets non maîtrisables et d'une ampleur incommensurable : le nucléaire ne peut être une alternative aux énergies carbonées, d'autant que les privatisations et les principes de rentabilité, la soustraitance, le secret-défense qui empêche toute discussion démocratique, menacent la sécurité des centrales et des salariés qui y travaillent comme des populations.

L'engagement d'une transition énergétique revêt un caractère d'urgence. Elle doit être volontariste, maîtrisée, planifiée, portée par le débat démocratique, et se fixer comme objectif de remplacer les systèmes actuels de production fondés sur l'usage des énergies carbonées par des énergies renouvelables et alternatives non privatisées. Elle doit également planifier une sortie rapide du nucléaire, avec dans un premier temps la fermeture des centrales de plus de 30 ans. Cet objectif passe par la diversification des ressources énergétiques, un redéploiement massif de la recherche et des investissements en faveur des énergies renouvelables, le recours transitoire à des énergies fossiles comme le gaz, une politique dont l'objectif doit être la sobriété et l'efficacité énergétique, donc la lutte contre les gaspillages. Le logement et les transports sont les principaux secteurs où des économies doivent être réalisées. Dès lors qu'ils relèvent du secteur public, c'est aussi un moyen de répondre au mal logement et à la précarité énergétique qui augmentent de façon inquiétante.

La transition doit ainsi s'accompagner d'une reconfiguration de la notion de besoins, pour mettre fin à une logique de surproduction et de surconsommation et à la croissance exponentielle de la dépense énergétique. L'extension du champ de la gratuité pour les usagers, notamment pour les quantités de biens d'usage « de base » à fournir est une réponse à la fois sociale, écologique et démocratique. Recherche et investissements doivent s'engager massivement vers une diversification des sources énergétiques, c'est-à-dire la combinaison de plusieurs sources d'énergies renouvelables gérées de manière décentralisée permettant de répondre aux différents besoins sans dilapider les

ressources. De nombreuses possibilités existent pour un développement rapide des énergies renouvelables, non seulement l'éolien et le solaire, mais aussi du côté des technologies liées aux sciences de la terre (géothermie, marées, microalgues, biomasse...), sous réserve de leur maîtrise dans l'intérêt collectif et qu'elles répondent aux besoins sociaux d'un territoire identifié. Cette transition implique la rupture avec la marchandisation de l'énergie et l'expropriation des grands groupes de ce secteur.

L'extension du domaine des biens publics et la remise en cause de la propriété des moyens de production

Cette transition écologique pour sa réussite suppose l'appropriation publique et sociale des secteurs déterminants, à commencer par l'énergie et l'eau. La biodiversité et les ressources indispensables à la vie doivent être des biens communs inaliénables de l'humanité. Le respect des ressources en eau passe notamment par la nécessité de priver les multinationales de la mainmise qu'elles exercent sur cette ressource. De même, sortir l'énergie du marché concurrentiel pour en faire un bien commun avec une tarification progressive nécessite de constituer un service public de l'énergie, qui prendra en compte la sécurité de l'approvisionnement, mais aussi celle de la production.

Plus généralement, l'émancipation humaine nécessite donc que les producteurs soient maîtres de leurs moyens de production et de leurs produits en lien avec les usagers et consommateurs. La « crise écologique » exige de s'attaquer à tous les secteurs clés du grand capital industriel. La réponse au défi climatique est incompatible avec la poursuite de la logique des profits et de l'accumulation par dépossession. Diminuer les émissions de gaz à effet de serre n'est tout simplement pas envisageable sans briser le pouvoir des multinationales de l'agrobusiness, de l'automobile, de la chimie, de la pétrochimie, de l'acier, etc... sans oublier le secteur des énergies fossiles, principal responsable de la catastrophe climatique !

Démocratie directe, autogestion et participation des citoyens et des salariés

Les choix environnementaux ne peuvent être réalisés sans une intervention directe et un contrôle permanent des populations, des salariés producteurs et consommateurs, des citoyens qui élisent leurs représentants à tous les niveaux. Nous devons dans nos programmes articuler les urgences immédiates et ce que nous imaginons pour la société future. Dans nos batailles quotidiennes nous devons proposer non seulement des éléments qui soient crédibles et acceptables par les populations mais qui puissent être ferments d'émancipation populaire. Les expérimentations déjà vivantes (coopératives, Amap, éco-hameaux, zones de gratuité, gestions publiques décentralisées etc.) nous apparaissent comme des « déjà-là » ou « gisements », des « pépites » du communisme écologiste qu'il faut soutenir et développer.

La planification écologique que nous défendons est d'abord démocratique. Elle suppose que les populations aient la maîtrise de l'information et de la prise de décision. Le pouvoir de décider passe dans ce domaine complexe par l'appropriation des savoirs, une réappropriation sociale et citoyenne des orientations de la science, une approche critique de la technique qui rompe avec le scientisme. Par exemple la transition énergétique ne peut être engagée sans un grand débat démocratique remettant à plat les choix énergétiques et la sortie ou non du nucléaire. De la même manière les politiques d'aménagement du territoire et de « grands travaux » ne peuvent se concevoir sans possibilité de choix, de consultation, de décision, reposant sur une démocratie active. De même, un système énergétique basé sur les énergies renouvelables gagnerait à être très décentralisé, non seulement pour réduire les pertes dues à la transmission mais aussi pour être le plus adapté possible à la variété des sources et permettre un véritable contrôle par les producteurs et les citoyens. Notre projet devrait approfondir cette possibilité d'une mise en réseau de systèmes énergétiques locaux, publics, gérés démocratiquement par les communautés locales.

Une démocratie écologique ne peut s'arrêter à la porte des lieux de production : de plus en plus de salariés résistent et sont porteurs de projets alternatifs sociaux et environnementaux. La transition écologique ne se fera pas sans eux. Toutes les pratiques autogestionnaires et de contrôle populaire, appuyées sur les mobilisations sociales, les expériences collectives de productions alternatives, en lien avec usagers, consommateurs et citoyens, sont les axes fondamentaux pour penser une « planification écologique ». Les développements de l'économie solidaire – qui doit se garder de la récupération marchande – font partie de ce mouvement. Dans les villes et campagnes l'action collective contre les grands projets inutiles et imposés – NDDL, certaines lignes TGV, etc.- pour résister à la destruction de l'environnement est également essentielle.

Cette prise en compte centrale de l'écologie est un élément nouveau et indispensable au programme de tout gouvernement d'une gauche digne de ce nom, un gouvernement qui s'appuierait sur la mobilisation sociale pour sortir de la crise par des mesures anticapitalistes et écologistes. C'est ce qu'une gauche alternative, portant un projet écosocialiste, rouge et vert, pour un alter-développement et une écologie populaire, doit prendre en compte, dans sa vision d'un gouvernement de rupture engageant une transition vers une transformation sociale et écologique : rompre avec une logique étatique et technocratique modifiant à la marge les modes de production et d'échange, s'appuyer sur un processus d'appropriation sociale multiforme porté par la mobilisation citoyenne et des producteurs-trices. Ainsi peut s'engager un programme, une stratégie et des formes de luttes pour protéger les écosystèmes de façon à garantir des conditions de vie justes, décentes et harmonieuses pour les sociétés humaines et à favoriser largement l'émancipation politique dans la dignité et l'égalité.

2.3 Pour l'émancipation individuelle et collective

1) La convergence des combats contre toutes les formes d'oppressions et de domination, pour l'égalité des droits

L'exigence de reconstruction d'une perspective émancipatrice appelle un engagement sans failles contre toutes les oppressions, un ancrage dans tous les mouvements pour l'égalité, contre toutes les formes de racisme, de xénophobie, de discrimination sur la base des origines, du genre, de l'orientation sexuelle, des croyances, et le respect des libertés individuelles et de la laïcité.

Parce que nous luttons pour une société sans oppressions, nous mettons au cœur de notre réflexion la nécessaire articulation des luttes contre les oppressions. Certaines divisions sont bien plus anciennes que le capitalisme lui-même et lui survivront probablement. C'est le cas des divisions sociales liées au genre, que le capitalisme a intégrées et instrumentalisées à ses propres fins. L'oppression des femmes est une donnée commune à toutes les sphères de la société. Elle traverse toutes les classes sociales, sous des formes diverses. Elle s'imbrique aux autres types de domination : l'exploitation de classe, le racisme, ou la violence contre les individus qui ne correspondent pas aux normes hétéro-sexistes.

Les rapports de domination racistes viennent redoubler et accentuer les rapports d'exploitation. Le capitalisme instrumentalise et alimente les préjugés racistes pour diviser et exploiter les catégories populaires. Il s'oppose à la réalisation des potentialités de chacune et chacun. De ce fait la lutte contre le rapport d'exploitation n'épuise pas le combat contre les oppressions à combattre pas plus qu'il ne les résume.

Basé sur un autre mode de production et de consommation, une autre organisation politique et sociale, une extension sans précédent de la démocratie à toutes les sphères de la vie sociale, la lutte pour que le libre développement de chacune et chacun soit la condition du libre développement de tous et toutes, la réduction radicale des inégalités, la remise en cause radicale des oppressions et discriminations, l'éradication des normes et canons imposés par la publicité et l'injonction de consommer, le projet écosocialiste affirme l'urgente nécessité d'un bouleversement du mode de vie, d'un changement de civilisation.

2) L'exigence féministe

La crise, les politiques libérales, les politiques de la droite au pouvoir ont renforcé les inégalités et les discriminations dont sont victimes les femmes.

Déjà victimes des inégalités professionnelles notamment sur le plan des salaires, les femmes ont vu leur situation s'aggraver considérablement. Le chômage a touché de plein fouet les emplois les moins stables et les moins qualifiés, souvent réservés aux femmes. Le

développement du temps partiel imposé et des emplois précaires, a plongé des centaines de milliers de femmes dans la pauvreté.

Le secteur public, également fortement féminisé, a été victime de milliers de réductions de postes imposés par les plans de rigueur européens : enseignement, aide à la personne, secteur médical et secteur social etc. La remise en cause généralisée des services publics dont les femmes bénéficiaient en premier lieu dans le cadre de la division sexuelle du travail, les a aussi touchées plus durement. Les femmes ont en effet généralement la charge des enfants, mais aussi des aînés et des malades. Elles assument beaucoup plus souvent que les hommes, ces tâches seules, la plupart des familles monoparentales étant féminines. Les difficultés grandissantes de prise en charge expliquent l'actuelle baisse du taux d'emploi des femmes. Or, un emploi à temps complet est le premier rempart contre la pauvreté.

Les discriminations salariales et les plus grandes difficultés d'accéder à des carrières valorisantes se reproduisent tout au long de leur carrière. En conséquence, les femmes touchent des pensions de retraite plus faibles que celles des hommes. Les réformes ayant imposé l'allongement de la durée de cotisation et repoussé l'âge légal de départ en retraite, aggravent particulièrement la situation des femmes. Ainsi, la pauvreté touche de plus en plus de femmes retraitées.

En France, nombreuses sont les associations de lutte pour les droits des femmes qui ont été victimes de la réduction ou de la suppression des subventions publiques. Le droit à l'IVG est de fait remis en cause par les mesures d'économies dans le secteur hospitalier. La crise aggrave également les violences subies par les femmes au travail, à la maison, dans la rue.

Il y a donc une lutte essentielle à mener, l'égalité entre femmes et hommes doit devenir réalité et les violences faites aux femmes être éradiquées. Le Front de gauche et ses Fronts thématiques pour l'égalité hommes/femmes doit être force de propositions politique et de lois, en soutien aux combats du mouvement féministe, pour changer la réalité vécue par les femmes : emploi et lutte contre le travail précaire, prise en compte du travail invisible, services publics essentiels pour les droits des femmes, une école émancipatrice dispensant une éducation non-sexiste, liberté de disposer de son corps, réforme du mariage et de l'adoption en en faisant un droit pour toutes et tous, luttes contre toutes les violences et contre la marchandisation du corps des femmes...

Il s'agit bien de déconstruire les rapports de domination. L'exigence féministe, la lutte contre la domination masculine et le patriarcat, sont parties prenantes de tout projet progressiste, et l'exigence démocratique d'égalité en droits entre homme et femme a des implications dans la remise en cause du capitalisme de par la place qu'il assigne aux femmes au travail et dans la société.

3) Le combat contre le racisme et la xénophobie

Les effets directs de la crise s'ajoutent aux discriminations racistes pour une partie de la population (Arabes, Noir-e-s, Musulman-e-s, gens du voyage...). L'existence d'un racisme structurel contribue en effet à maintenir ces catégories dans un sous-statut politique, économique, social et culturel. La discrimination est présente à tous les niveaux : emploi, logement, éducation, cultre, loisirs, police, justice, histoire, mémoire...Mais ce racisme participe également à (re)construire et (ré-)inventer une communauté nationale imaginaire, aux critères d'appartenance et d'identification stricts et ethnocentrés. Les Noir-e-s, Arabes, Musulman-e-s, gens du voyage, etc., sont systématiquement parmi les premier-e-s variables d'ajustement de la guerre économique que mènent les dominant-e-s et qui met en concurrence les groupes et les individus. Elles et ils sont parmi les premier-e-s "boucs émissaires" désigné-e-s comme responsables de la crise. Citoyen-ne-s de seconde zone, leur discrimination systémique sert à forger un faux sentiment/ciment identitaire pour le reste de la population.

Pour les populations immigrées (principalement celles d'Afrique et d'Asie) et migrant-e-s (en particulier les Roms), racisme et xénophobie d'Etat vont de pair. L'immigration a été érigée en "problème" et donné lieu à des politique de plus en plus restrictives et répressives qui produisent des contingents de plus en plus nombreux de Sans-papiers. Mais avec ous sans papiers, tou-te-s sont par ailleurs, considérés comme des parasites, suspectés de menacer l'équilibre social et économique du pays, alors même qu'elles et ils contribuent, au contraire, à sa richesse et à son développement.

Or, après avoir subie des années d'une droite raciste et décomplexée qui a accéléré la banalisation des discours du FN et d'une partie de ses préconisations politiques, la gauche au pouvoir a non seulement renié ses engagements les plus significatifs en la matière (lutte contre le contrôle au faciès, droit de vote des résident-e-s étrangers...), mais une partie d'entre reprend désormais overttement les mêmes ficelles que la droite extrême et l'extrême droite.

Il est urgent pour notre gauche de prendre à bras le corps ces problèmes qui accentuent les divisions au sein de la société et des classes populaires, et de proposer une politique de lutte contre les discriminations systémiques, de reconnaissance et de respect de notre diversité culturelle, pour l'égalité réelle et de nouvelle conquêtes sociales pour tou-te-s.

4) Les luttes homo/bi/trans/inter-sexuelles

Si d'importantes avancées ont eu lieu ces dernières années en matière d'égalité des droits et de non-discrimination en fonction de l'orientation sexuelle (PACS, mariage pour tou-te-s...), les personnes homo/bi/trans/inter-sexuelles subissent encore de nombreuses discriminations au quotidien. Les mobilisations de masse organisées par la droite et l'extrême-droite contre le mariage pour tou-te-s tout comme, à un autre niveau, les débats autour de l'enseignement des questions de genre et de sexualité témoignent de la prégnance des préjugés réactionnaires et de l'hétéro-normativité. Nous devons être partie prenante des batailles politiques et idéologiques qui permettront non seulement de faire avancer les droits mais aussi de déconstruire ce carcan d'oppression.

*Parties du texte qui restent en élaboration,
des contributions et propositions sont en cours :*

2.4 Pour le droit à l'éducation, à la culture et à la ville

1) L'école et l'éducation populaire

2) Libérer la culture et l'information de la marchandisation

3) Contre les inégalités territoriales, pour le droit à la ville

2-5 Pour la démocratie et l'appropriation sociale

La démocratie possible est loin d'exister : elle ne peut se limiter à un changement de majorité parlementaire. Notre engagement pour l'émancipation passe par une lutte qui allie la transformation de la société et des droits établissant une égalité réelle. Combiner la libération sociale et le respect des contraintes écologiques ne sera possible qu'en réorganisant les structures politiques, économiques et sociales de fond en comble. Pour ne plus subir la domination des « règles de l'économie de marché », les mouvements sociaux rassemblent des énergies, des potentialités qui portent les moyens d'une sortie du système capitaliste

Une nouvelle République démocratique et sociale

A l'opposé des conceptions de la République qui nient la réalité de l'exploitation capitaliste, de la domination patriarcale, de l'impérialisme et du néo-colonialisme de l'Etat français, il y a urgence à faire entendre avec force l'aspiration à une véritable République démocratique et sociale. Le point de départ d'une stratégie de transformation sociale et écologique sera la rupture avec le régime politique existant et les institutions antidémocratiques de la Vème République.

C'est le sens de la revendication d'un processus d'Assemblée Constituante pour permettre le développement d'une véritable démocratie formant le socle d'une VIème République. Il s'agit en particulier d'en finir avec le régime présidentiel et de permettre une véritable expression de la souveraineté populaire, qui impulse les chantiers de l'appropriation sociale et de la transition écologique, pour engager une réorganisation d'ensemble de la société. Ce moment de l'Assemblée Constituante émerge aujourd'hui comme une étape dans tous les processus de mobilisation prolongé que ce soit en Amérique Latine ou dans les pays arabes. Il ne se limite pas à la désignation de représentants qui rédigent une nouvelle constitution, mais à des allers-retours avec des assemblées populaires, des Etats généraux, des forums citoyens avec les organisations sociales et politiques, et des referendums populaires validant les choix des constituants.

C'est un processus durable, mettant au coeur l'engagement citoyen et le débat public, qui entraîne une réévaluation par la société dans son ensemble de l'ensemble de ses règles communes et des fondements qui doivent prévaloir. Le moteur de cette révolution, c'est de donner toute leur place à tous ceux qui aujourd'hui se retrouvent exclus des institutions, qui n'ont plus accès aux droits, qui ne peuvent pas participer à la représentation de tous. Il faut donner voix aux sans voix, aux plus précaires, souvent les jeunes et les chômeurs, donner une place pleine et entière aux femmes qui continuent d'être marginalisées, mettre à bas les barrières institutionnelles, sociales et politiques empêchant la participation des populations d'origine étrangère résidentes, privées de citoyenneté et du droit de vote.

Cela implique enfin un développement nouveau

de la démocratie dans les territoires, à l'opposé d'une logique de mise en concurrence qui accentue les inégalités entre eux et les entraîne dans une course mortifère pour attirer les capitaux. Les échelons locaux, que ce soit les Communes, les Départements et les Régions, garantissant le droit effectif des citoyen-nés à participer à la prise des décisions les concernant par l'élection de leurs représentant-es, et le recours à la consultation directe décisive chaque fois que nécessaire, dotés de réels moyens financiers, peuvent être des outils décisifs de l'implication de la majorité de la population et un moteur puissant du développement économique et écologique. Un tel processus pour une nouvelle constitution respectera le principe de l'autodétermination des peuples, de leurs droits et de leurs cultures, en particulier des langues et cultures régionales de l'hexagone, au sein d'une nouvelle République, et du droit des peuples des territoires et département d'outremer à re-définir librement la nature de leurs liens avec celle-ci.

L'impératif de la démocratie dans les questions les plus quotidiennes.

Il impose la défense de toutes les libertés démocratiques, il suppose une pratique respectueuse des formes d'organisation que se donne le mouvement populaire, il est au coeur de notre projet, qui promeut la défense et l'extension du suffrage universel. La participation citoyenne sera rendue possible par la garantie effective des droits civils, politiques, sociaux et environnementaux, accompagnée d'une réduction radicale du temps de travail

La démocratie la plus large possible appelle le développement des pratiques d'auto organisation et d'autogestion. Cet impératif impose de dépasser la césure entre mouvement social et politique institutionnelle : quelles réorganisations des services publics, et de toutes les institutions ? Comment cela se prépare dans une pratique de nos élus en lien avec les mouvements sociaux ? Comment, avec toutes sortes d'expériences pratiques déjà actuelles permettre le développement de toutes les formes possibles de démocratie participative et de contrôle ?

Nous visons une dynamique des mobilisations populaires de masse qui contrecarre les logiques d'intégration et d'institutionnalisation du système. Et cette démocratie suppose un système médiatique qui développe l'esprit critique des citoyens.

Défense des biens publics et citoyenneté dans l'entreprise, inséparables d'une extension de la démocratie

Devant la financiarisation de l'économie et le sauvetage des banques qui accentuent les dettes des Etats, une exigence se fait jour de plus en plus largement : pourquoi ne fait-on rien contre ces profiteurs ?

Question qui s'exprime aussi bien dans les luttes pour l'émancipation que dans la défense des « biens communs » par une logique de « service public », mise en évidence lors des Etats généraux.

Déjà aujourd'hui, de grands enjeux économiques sont perçus comme devant relever du « bien commun » par une majorité de la population et ne devant pas être soumis à la logique du marché. C'est le cas en ce qui concerne la gestion de l'eau, l'énergie, les transports, la santé, l'école. Ces domaines ne peuvent être soumis à la loi du marché et au règne de la concurrence.

Notre projet est la construction d'une société où les échanges comme la production des biens et des services sont essentiellement assurés par des services publics (territoriaux, nationaux, européens et internationaux), des entreprises publiques, des coopératives autogérées et toute autre forme d'appropriation sociale de la production.

L'enjeu est de transformer en profondeur la conception des services publics, pour que l'utilisateur ne soit pas seulement entendu, mais soit partie prenante des décisions, du fonctionnement et de leur évolution. La place et le rôle des salarié-e-s et de leurs représentant-e-s d'une part, des citoyen-ne-s, du suffrage universel et des élu-e-s d'autre part, des usager-e-s/consommateur-trices et de leur représentant-e-s enfin, doit faire l'objet d'une discussion différenciée en fonction des productions et des niveaux considérés. Cela ne peut se séparer des discussions pour une Constituante et une nouvelle république.

La lutte pour la création de nouveaux services publics, la défense des monopoles publics contre les mises en concurrence et les privatisations s'inscrivent ainsi dans un double objectif : la défense des services publics comme instruments d'égalité, et la promotion d'entreprises et de services qui, avec bien des imperfections structurelles, représentent des modèles de production alternatifs au modèle de l'entreprise capitaliste et de l'artisanat.

Des batailles politiques sont menées, portées par le mouvement syndical et associatif, pour faire reconnaître des besoins nouveaux qui émergent et qui doivent relever d'une extension des services publics, par exemple la question de la prise en charge de la petite enfance, de la perte d'autonomie, du logement.

Faire prévaloir la coopération et la recherche du bien commun sur la concurrence et la course au profit nécessite ainsi d'envisager l'extension de la démocratie et de la citoyenneté comme le cœur de la démarche transitoire à développer. Il s'agit de faire éclater la barrière entre « citoyen » et « salarié », faire rentrer la citoyenneté dans le monde de l'entreprise, donner de nouveaux droits aux salariés, renforcer et développer le pouvoir de décision et de contrôle des salarié-e-s et les prérogatives des représentant-e-s du personnel, droit de veto des salarié-e-s et/ou de leur représentant-e-s sur les licenciements et les « plans sociaux », ouverture des livres de compte et accès à l'ensemble des informations nécessaires... Ces exigences sont inséparables de l'affirmation du droit des citoyen-ne-s et des élu-e-s à prendre part aux processus de décisions sur les questions stratégiques concernant la production et ses finalités.

L'enjeu profond de la rupture avec le capitalisme est le développement d'une véritable démocratie sociale et politique au sein du monde

l'entreprise, pour en finir avec ce « despotisme d'usine » dont parlait Marx qui détourne les énergies et l'intelligence productive de millions de salariés, d'ingénieurs, de techniciens de la progression du bien commun.

Temps libéré et nouveaux droits sociaux : l'amorce de sortie du système capitaliste

Toute l'histoire du mouvement ouvrier est marquée de références dont la suivante reste à écrire. En 1865, parce que la lutte pour l'abolition de l'esclavage avait abouti, les ouvriers américains ont lancé la revendication de « la journée de huit heures », devenu le mot d'ordre de toute l'AIT (Association internationale des travailleurs). Dans les années trente, l'unité s'est faite pour « la semaine des 40h », Et le temps d'étude des jeunes et de vie à la retraite ont fait partie des avancées depuis la moitié du 20^e siècle.

Mais, signe d'une victoire politique de la bourgeoisie, l'exigence de la réduction massive du temps de travail, et de sa réorganisation pour éradiquer le chômage, a été délaissée.

Rappelons l'autre repère. « Chacun a droit » dans notre société à une activité utile et aux revenus correspondants. Dans Préambule de la Constitution actuelle, continuité du Programme du CNR et des exigences de la Révolution de février 1848., ce droit fait partie de la définition de notre démocratie.

Ce principe du droit au travail ou à des revenus correspondants doit retrouver sa place dans nos combats politiques, culturels, revendicatifs : un axe fort, des « mesures d'urgence » à l'horizon d'émancipation.

Ce droit à ne pas « être de trop » dans la société soit reconnu à toutes et tous : pour le respect des individus, de leur diversité, de leur liberté.

Cette question trouve une actualité immédiate et se manifeste dans des revendications syndicales que nous devons soutenir : la sécurité sociale professionnelle comme le droit à la formation tout au long de la vie ; et pour les jeunes le droit à des revenus garantissant leur autonomie dès la fin de la scolarité obligatoire.

Ces normes nouvelles concernent tous les salarié-es, comme le plus grand nombre des artisans, des scops et des agriculteurs. Juste droit politique, il crée des garanties pour tous les individus.

Ce serait certainement un pas hors de la logique capitaliste, à l'opposé de la remise en cause du salariat par les capitalistes actuels. Mais sans cet horizon il n'y a pas de transformation sociale possible. Cette option défend le droit de toutes et tous à une existence dégagée de l'angoisse de la précarisation. Elle autorise aussi à affirmer que la libre activité de chaque être humain est la condition de l'enrichissement de tous et toutes.

Sans une telle démarche politique, la bourgeoisie est maîtresse du temps. Le chômage et la précarisation, notamment à l'encontre des femmes et des jeunes, sont le résultat de l'accumulation entre une minorité de profiteurs.

Une part de la plus-value créée par le travail, appropriée et détournée par le patronat, devrait servir à financer ce redéploiement de l'organisation du travail et permettre le droit à une pleine activité.

Aujourd'hui, l'immense bond de la productivité du travail, conjugué au va et vient travail/« hors travail » et au dépassement des conceptions productivistes permettent une réduction importante de la durée du temps passé en entreprise et que toutes et tous aient un emploi.

Il ne s'agit donc pas là d'« utopie » mais de nécessité brûlante.

Une avancée dans les pays d'Europe aurait une portée mondiale. Ainsi, les exigences liées au travail, à l'environnement, à la protection sociale, à la culture, pourraient se discuter démocratiquement.

Une démocratie qui remet en cause la propriété privée des moyens de production.

Sans une rupture avec les institutions et les logiques marchandes, il serait illusoire de parler de « socialiser ». Sans une extension maximale d'une démocratie à tous les niveaux, il serait illusoire de parler un nouveau mode de gestion de la société et de pouvoir. Il ne serait pas possible de décider quoi et comment produire, ni de défendre les biens publics ni de développer une transition écologique. Une véritable alternative de sortie du capitalisme suppose de réaffirmer le projet de déposséder la minorité des principaux moyens de production et d'échanges qu'elle détient, d'abolir la propriété lucrative. Cette appropriation publique et sociale par l'ensemble de la population nécessite de planifier la production et les étapes de la reconfiguration de celle-ci, le marché n'étant plus utilisé que comme un instrument second et subordonné. Elle suppose une réduction radicale des inégalités de revenus et des patrimoines.

Changer le travail pose la question de savoir qui décide et en fonction de quels critères : c'est bel et bien la question de la propriété et du pouvoir dans les entreprises qui se trouvent posés.

Toutefois, en rester à la seule question de la propriété, absolument incontournable, sans promouvoir des processus démocratiques de décision, conduirait à reproduire des impasses étatiques et les logiques de domination et de « caporalisation », en contradiction avec la visée d'une révolution démocratique.

La planification comme certains mécanismes de marché doivent être des moyens, de délibération

collective et au service d'une société qui permette la satisfaction de besoins de chacun, l'épanouissement collectif et individuel et la maîtrise par l'humanité de sa vie commune et des rapports à la nature.

Affirmer la perspective de la rupture.

Une révolution citoyenne, sociale et démocratique passe par l'instauration de nouvelles institutions par le biais d'une Assemblée Constituante et de la fondation d'une VI^e République démocratique et sociale; une nouvelle constitution, la construction d'un droit nouveau, qui garantira la séparation des pouvoirs publics, par ailleurs radicalement remodelés.

Un mouvement social contre les puissances dominantes du système capitaliste est indispensable pour la rupture telle que nous proposons de la discuter et de la préparer, convaincus que le capitalisme ne peut être dépassé graduellement sans affrontements majeurs avec les fondements du système. La Transformation sociale est un processus, qui ne peut se faire du jour au lendemain par une simple généralisation des luttes conduisant à un bref et unique affrontement avec l'Etat.

Si elle veut réellement être l'expression consciente et démocratique des classes populaires, elle devra s'appuyer sur un processus conjoint de mobilisations et élections, dynamiques populaires et victoires électorales, rapports de force conquis par les luttes, les grèves, l'auto organisation, et le contrôle démocratique via le suffrage universel à chaque étape, renforçant et légitimant pleinement les aspirations majoritaires du peuple tout en lui garantissant le contrôle du processus de transformation.

Nous visons l'avènement de gouvernements rompant avec la logique capitaliste et engageant une transformation profonde des rapports sociaux, sans se laisser enfermer dans l'Etat tel qu'il est : pas seulement changer l'Etat, mais changer d'Etat.

Cela ne résout pas l'ensemble des questions posées pour envisager le développement d'une société permettant l'épanouissement de chaque individu, mais c'est un point de départ pour approfondir une discussion qui tire le bilan de certaines expériences passées.

2-6 Le monde que nous voulons

Nous voulons être utiles dans la lutte contre la globalisation du libéralisme, contre les conflits et les guerres, pour une nouvelle architecture internationale, pour un nouveau monde

Convaincus que nous ne pouvons réussir une transformation sociale et écologique dans un seul pays, conscients que le projet de bousculer le capitalisme mondialisé n'a de sens et de possibilité que s'il met au cœur la nécessité d'unifier les luttes des peuples, et de faire converger les exigences d'égalité, de liberté et de justice sociale, nous assumons une dimension internationaliste permanente ;

- Ici même, dans la solidarité avec les immigrés, dans l'extension des droits civiques et sociaux sur la base d'une citoyenneté de résidence.

- Dans l'Union européenne, pour une Europe sociale et démocratique, une alternative de gauche pour rompre avec la construction libérale de l'Union européenne tout en combattant les replis nationalistes. Les mouvements des peuples, des « Indignés », contre l'austérité généralisée en Europe et le déni de démocratie, prennent un ampleur nouvelle et appellent au renforcement de nos combats communs et à la refondations de perspectives émancipatrices sans

Textes de référence du mouvement

frontières. Une avancée sur les droits sociaux dans les pays d'Europe aura une portée mondiale. Aussi, à l'encontre des multinationales et des institutions internationales, nous entreprenons une campagne pour mettre en évidence une règle d'actualité : les entreprises d'ampleur mondiale ayant, de proche en proche, des actionnaires et propriétaires voisins ou associés doivent être tenues d'appliquer les règles du Bureau international du travail (BIT). Et donc aussi les règles respectant l'environnement et la santé. La maîtrise de ces conditions doit être assurée par des droits, et une intervention renforcée des représentants des salariés ; pour encadrer et contrôler les pouvoirs des chefs d'entreprise des forums sociaux locaux et régionaux auront le droit de donner un « label » aux productions, en lien avec les syndicats. Les exigences liées au travail, à l'environnement, à la protection sociale, à la culture ne s'opposent pas, et devraient se discuter démocratiquement.

- A l'échelle du monde, pour une politique solidaire entre les peuples, sans céder aux « raisons d'États » et aux politiques de grande puissance, y compris celles de l'État français. Nous défendons une politique basée sur le droit à l'autodétermination des peuples victimes d'oppressions néo coloniale, d'exploitation impérialiste, de destruction de l'environnement par le pillage des ressources naturelles. Nous défendons une politique de paix et de désarmement, notamment le

désarmement nucléaire unilatéral, contre les logiques de guerres qui, au nom de prétendues valeurs occidentales, aggravent les inégalités entre les peuples et empêchent le développement humain pour servir un neo-impérialisme des grandes puissances. Nous agissons pour la dissolution des pactes militaires issus de la guerre froide et le retrait de la France de l'OTAN, pour une autre architecture des relations internationales au lieu d'une instrumentalisation de l'ONU et d'une allégeance au FMI et à la Banque Mondiale fauteurs d'austérité et de domination contre les peuples. Nous agissons pour mettre fin à la politique africaine de la France basée sur les relations neocoloniales de la Françafrique et une présence militaire permanente de la France sur ce continent. Nous agissons pour la reconnaissance des droits des Palestiniens et en solidarité avec les révolutions engagées dans le monde arabe.

Cette dimension internationaliste permanente s'incarne en particulier dans l'engagement altermondialiste et la participation active au processus des forums sociaux à toutes les échelles, des forums sociaux locaux au Forum Social Mondial : c'est dans ce processus que se construisent non seulement les solidarités mais aussi le croisement des luttes et des mouvements de contestation multiformes du capitalisme mondialisé, c'est dans ce processus que se dessinent les pistes d'un projet alternatif de société.

Conclusion sur notre travail d'élaboration programmatique

Notre regroupement représente la confluence de forces issues de traditions et de références plurielles, se réclamant du marxisme révolutionnaire, de l'écosocialisme, du communisme, républicain et socialiste, de l'anticapitalisme, de l'objection de croissance, du socialisme rouge et vert, de l'écologie populaire, de la tradition communiste révolutionnaire, de l'anticapitalisme, pour les autres des apports de l'autogestion et de l'écologie anticapitaliste, ou encore de l'alter développement. Pour d'autres encore de la crise du Parti communiste, ou de celle du Parti socialiste dont la direction est totalement incapable aujourd'hui de redonner du sens au projet initial de République sociale, et également du mouvement social, du syndicalisme, du mouvement associatif, du mouvement altermondialiste, tous en capacité de produire une réflexion politique d'ensemble.

Grâce à cette diversité, elles constatent une profonde convergence de vues comme ce texte en témoigne, suffisante pour se regrouper et agir dans un cadre commun. Elles entendent travailler à faire émerger, avec d'autres, une nouvelle synthèse dessinant les perspectives d'une nouvelle société et les grands traits d'une stratégie pour y parvenir.

Le nouveau regroupement se situe donc dans la confluence de ces différentes traditions et références dont il hérite et avec lesquelles il a vocation à travailler et à débattre.

Texte 3

Avec et dans le Front de Gauche, dans les mouvements sociaux, Construire une force politique nouvelle pour l'émancipation

3.1) L'alternative est à refonder.

Il ne s'agit pas de simplement restaurer les problématiques anciennes portées par les partis communistes et socialistes qui ont majoritairement structuré le mouvement ouvrier au cours des deux siècles passés, et qui ont été mises à mal par l'histoire du 20e siècle. Nous savons qu'il faut en dépasser les bilans pour renouer le fil de la lutte historique pour l'émancipation.

Il s'agit de faire exister une alternative au capitalisme : de la nécessité et la possibilité d'une transformation de tous les rapports sociaux, d'une humanité émancipée. Il faut donc affirmer une dynamique commune intégrant les grandes et nouvelles exigences pour lesquelles luttent les divers mouvements qui se sont affirmés à la fin du 20e siècle : le féminisme avec le mouvement de libération des femmes, la solidarité planétaire des luttes d'émancipation avec le mouvement altermondialiste, l'aspiration autogestionnaire réaffirmée dans les combats de classe, la conscience écologique avec les forces de l'écologie politique...

Il s'agit aussi et surtout d'assumer la nécessaire rupture avec ce qui a dominé l'histoire des forces de gauche, sous des formes multiples : une ignorance, voire une hostilité à l'impératif de la démocratie et une vision hiérarchique des rapports entre organisation politique et mouvement sociaux. Nous savons que cet impératif démocratique doit être au cœur de notre conception de la politique dans toutes ses dimensions.

Nous le savons d'autant plus que l'un des aspects de la crise globale et systémique à l'échelle mondiale est la crise de la démocratie représentative, de la politique et de sa représentation.

Cet aspect de la crise prend notamment en France et en Europe la forme d'un rejet grandissant des formes politiques classiques et des partis existants, de plus en plus perçus comme de simples machines électorales. Les partis traditionnels du mouvement ouvrier n'échappent pas à cette crise, de moins en moins capables d'organiser des secteurs importants de la société et en particulier dans le monde du travail (salarié-e-s, précaires, chômeurs et chômeuses) et la jeunesse. La dérive de certaines pratiques (un fonctionnement pyramidal et hiérarchique, une tendance à l'institutionnalisation) a produit des conceptions soit de

domination sur le mouvement social, soit de séparation des tâches (au mouvement social les luttes, au parti et à ses élus d'incarner seul le débouché politique), De leur côté, les forces de la gauche radicale n'ont pas été capables de dépasser l'état de groupes propagandistes ou «d'avant-garde», sans réussir à construire une force politique ayant une influence significative dans la société et le mouvement ouvrier et à même de faire converger les exigences politiques issues du mouvement social.

Voilà pourquoi toute nouvelle force politique qui reproduirait l'existant dans sa conception et son fonctionnement serait vouée à l'échec. Voilà pourquoi nous devons « donner à voir » et ainsi convaincre que d'autres pratiques politiques sont possibles.

Nous considérons le Front de gauche comme l'outil et l'espace politiques indispensables pour relever ces défis, inventer les réponses nécessaires, construire la force organisée apte à les porter.

Nous considérons que le Front de gauche doit se donner pour ambition de faire naître une nouvelle force politique répondant aux défis du temps, représentant une possible réponse à la crise que connaît le mouvement ouvrier. Cela implique une transformation profonde qui demandera du temps, des expériences pratiques et une élaboration théorique en fonction des développements des luttes sociales, et pour les partis politiques des dépassements assumés de leur histoire et de ce qu'ils sont aujourd'hui.

Pour notre part, nous ne prétendons pas disposer du modèle de ce que devrait être cette force politique nouvelle : un « parti » ? Un « mouvement » ? Sans doute, mais en créant des relations avec le peuple, les travailleurs et les mouvements sociaux qui sont totalement à définir ; donc d'un type tout à fait nouveau.. En revanche, nous sommes disponibles d'ores et déjà pour mener cette réflexion avec toutes celles et tous ceux qui sont intéressés, au premier chef les organisations membres du Front de gauche, mais aussi tou-te-s les militantEs associatives, syndicalistes, de divers réseaux citoyens qui n'ont pas d'appartenance politique actuellement. Nous sommes déterminés à avancer sur cette voie des recompositions politiques que rendent possibles l'existence et la dynamique du Front de gauche tel que nous le souhaitons.

Nous avons réalisé un rapprochement de plusieurs organisations (FASE, GU, Alternatifs, GA, C&A, R&S) qui nous permet d'exister ensemble comme un courant d'idées au sein du Front de gauche. A présent, nous nous engageons dans une nouvelle étape, qui est de travailler à réunir les conditions d'un rapprochement organisationnel qui, dans un premier temps, ne peut être conçu que comme la combinaison de comités locaux et de courants organisés non contraints de se dissoudre.

Nous considérons qu'une concrétisation d'une avancée sur cette voie serait la démonstration de la possibilité de surmonter des divisions politiques héritées du passé, de contribuer à faire converger des traditions et cultures différentes. Et ainsi d'être utiles à tout le Front de gauche et dans les mobilisations sociales, écologiques, féministes, démocratiques..., par le renforcement des capacités politiques qu'elle permettrait pour celui-ci, et en éclairant les voies et moyens de dépasser positivement la situation présente.

Tous nous étions rassemblés dans le mouvement des collectifs du NON en 2005. Aucune de nos organisations ou de nos courants ne peut à elle/lui seul refonder une dynamique politique d'ensemble, après les crises multiples des organisations qui se sont côtoyées ou combattues au 20^{ème} siècle, et sont confrontées maintenant à des défis nouveaux de programme, d'élaboration, et face à des expériences inédites. Les anciennes frontières et concurrence entre courants,

souvent explicables et justifiées dans leur contexte politique, ne sont plus fonctionnelles pour agir efficacement aujourd'hui, alors que le défi est de rassembler toutes les résistances et toutes les cultures militantes contre les ravages et les régressions de civilisation dues aux crises que connaît le capitalisme contemporain, capitalisme mondialisé et financiarisé inapte à répondre aux risques écologiques, et générant des dangers mortels pour la planète entière et l'humanité. La question est de contribuer à refonder ensemble un nouveau projet, en y apportant le meilleur de nos traditions respectives, et en ayant la conviction que c'est dans l'évolution du Front de gauche dans son entier qu'un tel projet peut prendre sa véritable portée politique.

En même temps, porteurs des histoires qui sont les nôtres et de nos convictions, nous ne cherchons pas à délimiter dans le Front de gauche un espace plus radical, plus révolutionnaire ou plus anticapitaliste, au nom d'une logique de concurrence avec les autres composantes. Il ne s'agit pas non plus de taire les divergences et de ne pas en débattre, mais de le faire, quand il y en a, avec la volonté de dépassement positif des problèmes, en conservant la démarche du consensus, laissant en débat ce qui ne fait pas accord. Lorsque le Front de gauche n'est pas partie prenante d'initiatives ou d'actions unitaires, nous pouvons décider d'y participer comme c'est le cas par exemple à Notre-Dame-des-Landes ou pour les luttes anti-nucléaires.

3.2.) L'impératif démocratique

* L'impératif démocratique doit être au cœur de notre rapprochement comme de la force politique nouvelle à construire à partir de l'outil et de l'espace qu'est le Front de Gauche.

* Cet impératif démocratique c'est la volonté de contrecarrer les logiques de confiscation, de bureaucratisme et d'institutionnalisation, avec la garantie du pluralisme des débats, le refus permanent de pratiques autoritaires, manipulatoires et machistes, le refus des rapports de subordination, d'instrumentalisation vis-à-vis du mouvement syndical et social. Cela implique également une rupture avec le modèle du « parti guide » ou « d'avant-garde », ou les conceptions élitistes, et avec le modèle d'une organisation autour d'un seul courant hégémonique. Il s'agit donc vraiment de construire une organisation en commun, ce qui nécessite un effort subjectif, une volonté partagée, un saut qualitatif.

* Nous voulons un fonctionnement favorisant le débat, l'élaboration et la confiance commune, la transparence, le respect des positions des uns et des autres pour la construction de la conviction mutuelle, l'action commune de ses militant-e-s en fonction d'une orientation nationale. La recherche du consensus est conçue comme processus d'invention collective de solutions qui dépassent les oppositions ou différences initiales.

* Nous favorisons des pratiques concrètes comme le non-cumul des mandats - internes et externes -

y compris dans le temps, la parité à tous les niveaux, la recherche de la diversité des origines culturelles et sociales dans toutes les instances, des méthodes d'animation et d'organisation favorisant la participation de chacune et chacun quels que soient les engagements professionnels ou familiaux, le droit des militants à l'objection individuelle ou collective.

* Dans le cadre de notre rapprochement comme pour la force politique à construire à partir de l'outil et de l'espace du Front de Gauche, il s'agit aussi d'inventer une nouvelle relation non hiérarchisée entre « parti » et « mouvement social ». Une force politique perméable aux aspirations exprimées par les mouvements sociaux, capable de nouer des échanges et des partenariats sur un pied d'égalité avec ceux-ci, une force agissant en permanence pour les alliances politiques et sociales les plus larges pour transformer la société, et présente sur tous les terrains de l'alternative.

* Nous défendons une conception des élus à l'opposé de la « professionnalisation » de la politique en favorisant le non cumul et la rotation des élus. Les élus ne sont ni dans une subordination, ni dans une autonomie totale vis-à-vis du parti. Ils sont porteurs d'un double mandat : celui des électeurs qui les ont désignés au suffrage universel, celui des composantes politiques qui l'ont désigné comme candidat. Ils sont aussi porteurs des pratiques et orientation de leur mouvement. Nous cherchons à favoriser les pratiques de travail collectives qui évitent la séparation entre la vie politique au sein des

Textes de référence du mouvement

institutions et ceux qui n'y sont pas impliqués. Il s'agit de favoriser au maximum la co élaboration avec la population et les échanges au sein des organisations politiques, pour permettre d'apporter els meilleurs réponses possibles, de montrer qu'il est possible de faire réaliser des avancées concrètes sur des questions particulières.

* Une fois stabilisée l'organisation commune,

avec une évolution des courants d'origine et une confiance démocratique mutuelle, nous visons une organisation qui fonctionnerait selon le principe : une personne, une voix.

Dans ce cadre, seraient élues des instances représentatives des groupes locaux et régionaux et des différentes positions politiques en présence.

3.3.) Construire un courant politique commun dans le Front de Gauche

Pour préciser les règles de travail collectif pour un mouvement en transition, durant sans doute tout au moins la première année, nous pourrions partir des principes suivants :

- Notre regroupement vise à rassembler, sans la nier artificiellement, la diversité de nos expériences pour aboutir à une organisation commune et constituer une force, qui se dotera d'un fonctionnement démocratique, où la voix de chaque individu compte et où seront recherchés les plus larges consensus, qui respectera la parité hommes/femmes, une structuration mixte avec d'une part, suivant les rythmes de développement possible, des adhésions individuelles à des collectifs locaux dotés d'une large autonomie et d'autre part, des courants et composantes organisés à l'échelle nationale

- La recherche du consensus ou de majorités très larges pour éviter un fonctionnement qui pourrait déposséder individus et comités au profit des courants organisés, et réciproquement éviter un fonctionnement qui pourrait faire fi de l'avis des courants toujours existants. Le consensus ne signifie pas le refus de toute procédure de vote : il peut y avoir des votes indicatifs suivis de nouvelles délibérations pour déterminer comment une décision est prise ou reportée.

- L'identification de questions politiques qui peuvent être laissées en débat ;

- L'articulation entre collectif militant démocratique et autonomie des individus et des comités;

- Un respect des rythmes ou des niveaux d'engagement militants différents, où chacun-e trouve sa place, un effort constant pour l'information et la formation, de bienveillance et de transparence dans les échanges ;

- Des moyens discutés pour assurer l'égalité femme-homme

- Des temps de débats sur l'orientation et les axes principaux d'intervention donnant lieu, après discussion dans les groupes locaux, à des réunions nationales pour synthétiser les échanges et définir des perspectives.

- Le développement d' une activité publique (matériel, tracts, site internet ...). Cette activité, qui ne suppose pas la disparition de l'expression propre de chaque organisation, se déciderait au consensus avec une répartition des moyens financiers que cela suppose.

3.4) Travailler aux fondements d'une organisation commune

Les expériences concrètes en commun permettront la poursuite de ce travail de convergence, de vérification politique et d'approfondissement sur les questions d'orientation et de programme, avec plusieurs étapes durant l'année 2014, donnant lieu à des débats locaux et réunions nationales.

En même temps seront approfondis ce que seraient les principes politiques fondateurs et les règles de fonctionnement communes qui permettrait la synthèse des différentes expériences et le déploiement des énergies militantes sur la durée.